

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 27 février 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°325 ■

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE
SAÏD CHANEGRIHA
EN VISITE DE TRAVAIL
ET D'INSPECTION
EN 6^e RÉGION MILITAIRE
**«L'Algérie se tiendra
toujours aux côtés
des causes justes»**

P 16

UNE ÉTUDE APPROFONDIE LANÇÉE PAR LES MINISTÈRES
DU COMMERCE ET DE L'INTÉRIEUR

Vers une nouvelle réorganisation des marchés locaux

Les marchés locaux des légumes et fruits seront bientôt réorganisés. Le ministère du Commerce se penche sur la question et veut en finir avec la situation d'anarchie dans laquelle se trouvent ces marchés implantés à travers le pays. P 3



INTRODUCTION
EN BOURSE DU CPA

**Engouement
des investisseurs**



La première étape de l'opération d'ouverture du capital du crédit populaire algérien (CPA) à travers l'introduction en Bourse a connu un plein succès. Et les objectifs fixés ont été largement atteints, a indiqué le ministère des Finances dans un communiqué, relevant un «grand engouement» des investisseurs. Ceci marque ainsi une avancée significative dans le processus, dont le dernier délai est fixé pour le 28 février pour cette première étape.

P 4

GAZ

**Le 7^e sommet du GECEF
pourrait restaurer la
confiance sur le marché**

Le 7^e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECEF), prévu à Alger du 29 février au 2 mars prochain, revêt une importance cruciale dans le contexte actuel et pourrait contribuer à restaurer la confiance entre les pays exportateurs et acheteurs afin d'assurer la stabilité sur le marché, a affirmé Didier Holleaux, expert énergétique européen.

P 4

CONTRIBUTION

**La nouvelle donne
gazière mondiale
et l'Algérie**

Deux crises, l'une sanitaire, le Covid-19 et l'autre géopolitique, le conflit Russie-Ukraine, ont sérieusement bousculé le monde de l'énergie. Si la première a mis le pétrole en exergue, le gaz naturel a été la vedette de la seconde. L'année 2022 aura été l'année la plus perturbante de l'histoire du marché gazier international.

P 5

**Par Sadek BOUSSENA,
ancien ministre de l'énergie**

L'ESGEN ORGANISE
LA 2^e ÉDITION DU SALON DE L'EMPLOI

**Rapprocher les étudiants
des entreprises
économiques** P 2

PÉTROLE

**Le Brent à plus
de 81 dollars** P 16

RÉCUPÉRATION ET VALORISATION
DES EAUX USÉES

**Un objectif
stratégique et critère
d'efficience** P 2

RAMADHAN, HADJ ET
SAISON ESTIVALE

Le ministère des
Transports se
prépare

Le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana, a présidé, dimanche à Alger, une réunion sur les préparatifs en prévision du mois sacré de Ramadhan, de la saison du Hadj de l'année 2024 et de la saison estivale, a indiqué un communiqué du ministère. Cette réunion s'est déroulée au siège du ministère en présence de ses cadres, avec la participation des directeurs des transports des wilayas par visioconférence, selon la même source. Après avoir écouté les intervenants et passé en revue les mesures et procédures prévues en prévision de ces rendez-vous, le ministre a adressé une série d'instructions et d'orientations opérationnelles visant à assurer le bon déroulement de ces échéances. Pour ce faire, le secteur mobilise l'ensemble des moyens matériels et humains au niveau des différents moyens de transport, s'attèle à l'amélioration des services et à la prise en charge optimale des citoyens, d'autant que ces saisons enregistrent une grande affluence sur les moyens de transports et les structures y afférentes, conclut le communiqué.

LOGEMENT PROMOTIONNEL
LIBRE

Ouverture lundi des
souscriptions à
travers 23 wilayas

L'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI) a annoncé, lundi, l'ouverture de l'opération des souscriptions pour l'acquisition de logements promotionnels libres (LPL) au profit de tous les citoyens à travers le territoire national, et ce au niveau de sites de logements disponibles à travers 23 wilayas. L'ENPI a précisé sur son site web que les citoyens désirant acquérir un logement promotionnel libre (LPL) peuvent souscrire à cette «opération d'envergure», à compter de ce lundi à 14 heures, via la plateforme numérique dédiée à la vente disponible via ce lien <https://www.enpi.dz>. Concernant les sites des logements, individuels ou collectifs, proposés selon les lots disponibles, l'ENPI a fait savoir que ces logements se trouvent dans les wilayas suivantes : Adrar, Oum El Bouaghi, Batna, Béjaïa, Blida, Tébessa, Tlemcen, Tiaret, Tizi Ouzou, Alger, Jijel, Skikda, Annaba, Guelma, Constantine, Ouargla, Oran, Bordj Bou Arreridj, Boumerdès, El Tarf, Tipasa, Aïn Defla et Touggourt.

RÉCUPÉRATION ET VALORISATION DES EAUX USÉES

Un objectif stratégique
et critère d'efficience

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a affirmé à Annaba que la récupération des eaux usées et leur valorisation à travers la couverture des besoins des secteurs économiques représentent un objectif stratégique et un critère d'efficience.

Synthèse R E.

Après avoir suivi un exposé sur son secteur dans cette wilaya, le ministre a considéré que relever le défi d'affronter le déficit hydrique repose -outre la réhabilitation et le développement des systèmes de mobilisation des ressources en eau et l'amélioration du service public de distribution d'eau potable - sur la récupération et la valorisation des eaux usées à travers leur exploitation pour couvrir les besoins des secteurs économique et agricole". Lors de l'inspection du projet de réhabilitation et d'extension de la station d'épuration des eaux usées d'El Allélick dans la commune d'El Bouni, le ministre a affirmé que la réhabilitation et l'extension de ces stations figurent parmi les priorités du secteur, soulignant que "les travaux engagés dans cette station visent la récupération de près de 85.000 m3 d'eau usées par jour". M. Derbal a indiqué que les eaux épurées dans cette station serviront à couvrir les besoins du complexe Sider El Hadjar avec un volume de 24.000 m3/jour ainsi que du périmètre d'irrigation Bounamoussa s'étendant sur

1.300 hectares. Le ministre a exhorté les cadres de son secteur à veiller à multiplier les efforts pour terminer les travaux dans les délais fixés, insistant sur la nécessaire sensibilisation à l'importance stratégique de la récupération des eaux usées pour satisfaire les besoins de diverses activités. Sur un autre registre, le ministre de l'Hydraulique a affirmé, dimanche soir à El Tarf, que les wilayas de l'intérieur du pays du pays situées dans un rayon de 150 km à partir des usines de dessalement d'eau de mer, «bénéficieront également de l'eau potable produite par ces unités». Le ministre a précisé, dans une déclaration à la presse, sur le site de la pose des conduites entre l'unité de dessalement de Koudiat Eddraouche (en cours de réalisation dans la commune de Berrihane) et le réservoir principal de 50.000 m3, en réalisation dans la commune du Lac des Oiseaux, que la réalisation d'usines de dessalement de l'eau de mer le long de la bande côtière «vise l'accélération du rythme d'approvisionnement des populations en eau potable, et d'améliorer la sécurité de la fourniture du précieux liquide». Un enjeu, a souligné M. Derbal, «qui s'est transformé, ces dernières années,

en défi international prioritaire». «La nécessité d'accélérer le rythme des travaux durant le mois sacré de Ramadhan, en optant pour le système du travail continu, en 3 x 8, pour atteindre les objectifs fixés», a été soulignée par le ministre de l'Hydraulique qui a néanmoins jugé «satisfaisants» les travaux actuels. Il a également souligné, dans le même contexte, que les entreprises en charge de la réalisation de ces projets "disposent des capacités humaines, matérielles et logistiques nécessaires leur permettant d'accélérer le rythme de réalisation afin de livrer ces projets dans les délais contractuels". L'usine de Koudiat Eddraouche dont les eaux dessalées seront dirigées vers le réservoir principal de 50.000 m3 situé dans la commune du Lac des Oiseaux, répondra, à terme, aux besoins des habitants des wilayas d'El Tarf, d'Annaba et de Skikda, en plus de neuf communes de la wilaya de Guelma, selon les explications fournies sur site. L'usine de Koudiat Eddraouche qui couvre une superficie totale de 11 hectares, est l'une des unités de dessalement les plus importantes en réalisation à travers le pays. Elle produira 300.000 m3/jour d'eau dessalée.

TENUE DU 2E COLLOQUE DOCTORAL DE L'ESAA JEUDI PROCHAIN À ALGER

L'intelligence artificielle
et la recherche scientifique en débat

L'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA) a annoncé, dimanche, la tenue de la 2ème édition de son colloque doctoral "ESAA Horizon éco-gestion", jeudi prochain à Alger, avec au programme une conférence sur l'impact de l'intelligence artificielle sur la recherche scientifique, et une seconde sur la sous-utilisation du doctorat dans le domaine du travail. Les deux conférences plénières, organisées au niveau de l'auditorium de l'école,

seront animées par des références dans leurs domaines respectifs, selon un communiqué de l'ESAA. La première conférence intitulée : "L'impact de l'intelligence artificielle (IA) sur la gestion, l'éthique et la recherche", a pour objectif de "partager les connaissances acquises autour des nouvelles technologies de l'IA et leurs impacts sur le domaine de l'enseignement et de la recherche scientifique, sans négliger l'éthique qui reste essentielle pour le respect

des règles dans une dynamique plus épistémologique que morale", ajoute la même source. La seconde conférence ayant pour sujet : "La valorisation des compétences issues du parcours doctoral", abordera "la sous-utilisation du doctorat dans le monde du travail, conséquence des préjugés qu'ont les deux mondes académique et du travail l'un sur l'autre", ajoute le communiqué, soulignant que la réalisation d'une thèse de doctorat est,

en soi, une activité qui vise l'acquisition de compétences et de savoir-faire propres à la recherche. Le colloque doctoral "ESAA Horizon éco-gestion" sera ponctué, également, par des workshops animés par des spécialistes, visant à l'accompagnement et l'aide des doctorants, en discutant de l'état d'avancement des projets de leur recherche et en les orientant dans leur méthodologie de rédaction de thèse ou article scientifique.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UNE ÉTUDE APPROFONDIE LANCÉE PAR LES MINISTÈRES
DU COMMERCE ET DE L'INTÉRIEUR

Vers une nouvelle réorganisation des marchés locaux

Les marchés locaux des légumes et fruits seront bientôt réorganisés. Le ministère du Commerce se penche sur la question et veut en finir avec la situation d'anarchie dans laquelle se trouvent ces marchés implantés à travers le pays.

Par Sirine R

« Nous avons dénombré 526 marchés de proximités à travers le pays », indique le ministre Tayeb Zitouni, regrettant qu'« une bonne partie d'entre eux fonctionne illégalement et ne répond pas aux normes techniques nécessaires ». En marge d'une visite et de travail et d'inspection, le ministre a annoncé qu'une étude approfondie sera lancée en partenariat avec les services du ministère de l'Intérieur, concernant la gestion et le fonctionnement de ces marchés. Il a précisé que son département projette la mise en place d'une nouvelle méthode de gestion et d'une vision pour réorganiser le fonctionnement de ces marchés. Actuellement, les marchés hebdomadaires sont livrés à eux même et fonctionnent d'une manière anarchique loin de toutes normes (sécurité, sanitaire etc). La révision de leur gestion se pose avec acuité d'autant plus que ces espaces constituent une source de revenu pour les collectivités locales. L'objectif de la tutelle, à travers cette nouvelle vision, c'est de les mettre en conformité avec les lois en vigueur et satisfaire les besoins des citoyens et leurs aspirations concernant les prix et qualité des produits. La réorganisation de ces marchés contribuera à l'effort du gouvernement pour l'amélioration de l'approvisionnement du marché et surtout la stabilisation des prix sur le marché. Outre l'organisation des marchés locaux, le ministre du Commerce a annoncé la réalisation de nouveaux marchés de gros moderne, dont un sera implanté dans la wilaya

de Boumerdès. Il a révélé, en marge de l'inspection du marché de gros de la commune d'El Kharrouba, que des « études seront menées pour réaliser un nouveau marché national moderne de vente en gros de denrées alimentaires, de légumes et de fruits dans la commune d'El-Kharrouba, avec attribution d'espace pour la vente de bétail et de voitures ». Ce projet sera lancé « après la démolition de l'ancien marché », a précisé le ministre. Zitouni a assuré que le site qui abrite ce marché dispose de l'ensemble des conditions nécessaires pour concrétiser ce projet proposé par les autorités locales : « L'assiette de terrain est importante et elle peut contenir le nouveau projet souhaité. Ce site est resté pendant près de 30 ans à l'abandon et non-exploité, aujourd'hui nous travaillons pour trouver une solution définitive et nous demandons l'implication de toutes les parties concernées pour exploiter ce marché », a-t-il ajouté. Au cours de la visite, le ministre a également supervisé le lancement des marchés de proximité à même de garantir l'approvisionnement des produits de large consommation durant le mois sacré du Ramadan au niveau de la wilaya. Concernant les prix des viandes rouge importées, le ministre a mis en garde les importateurs et détaillants de changer le prix fixé par l'Etat, à savoir 1200 DA/kg. « Nous n'accepterons aucune hausse des prix ou changement de vocation de ces viandes rouges importées, dont les prix sont réglementés et fixés à 1200 DA le kilo », a affirmé le ministre lors de sa visite à un abattoir spécialisé dans l'importation de

viande rouge, assurant que les services de contrôle ont déjà révélé certains cas de changement des prix à travers plusieurs wilayas. « Des importateurs ont été arrêtés et leur licences d'importation annulées », a-t-il expliqué. S'agissant des préparatifs pour le mois de ramadhan 2024, le ministre a rassuré que tout un plan a été élaboré à cet effet. Pour cette année, la tutelle s'engage pour qu'il n'y ait aucune pénurie en matière de produits alimentaire de large consommation. D'ailleurs, toutes les dispositions ont été prises et des stocks importants en produits agricoles notamment ont été constitués. « Cette année, nous sommes allés au-delà de la disponibilité des produits alimentaires durant le ramadan, il y aura même de la vente promotionnelle. Des agroindustriels algériens et surtout les membres du Conseil de renouveau économique algérien (CREA) ont pris la décision de réduire les prix de 10% durant ce mois. C'est une nouveauté sur le marché algérien et un geste que nous ne pouvons que saluer », a-t-il dit. Il est à noter également des marchés de proximités spécial ramadhan seront ouverts à travers les quatre coins du pays. Une démarche visant à lutter contre les commerçants spéculateurs, en procédant à des augmentations anarchiques sur les prix des produits prisés durant le mois de ramadhan. En somme, tout est fin prêt pour accueillir ce mois de crème dans de bonnes conditions et d'en finir avec les anciennes pratiques, dont des tensions et hausse des prix sont enregistrés.

YOUCEF BENMICIA, PRÉSIDENT
DE L'UAR

« L'UGAA a connu un bond qualitatif lors de la présidence de l'Algérie »

Le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR), Youcef Benmicia, a affirmé que l'Union générale des assureurs arabes (UGAA) avait connu un bond qualitatif lors de la présidence de l'Algérie, notamment avec l'introduction de normes et de moyens de gouvernance moderne ainsi que la relance et la création d'autres organes. Benmicia avait prononcé une allocution d'ouverture à l'occasion du lancement de la 34ème conférence de l'UGAA, tenue à Oman du 18 au 21 février en cours, lors de laquelle il a remis la présidence de l'union à son homologue omanais, Nassir Al Busaidi, président de l'Association omanaise des assurances, a indiqué lundi un communiqué de l'UAR. Benmicia, également PDG de la Société algérienne d'assurance (SAA), a fait savoir, devant 2.200 participants issus de 59 pays, que depuis son accession à la présidence de la 33e conférence tenue à Oran en 2022, cette organisation internationale s'était employée au renforcement des relations et de la coordination entre ses membres pour unifier les efforts et encourager les initiatives. L'UGAA, ajoute-t-il, a connu au cours de ces années « un bond qualitatif » en termes de méthodes de travail avec la mise en place de normes et de moyens de gouvernance moderne, la relance de ses organes et la création d'autres, à l'instar de l'association des actuaires, en sus de l'introduction des technologies modernes, dont la numérisation de la carte orange. Dans le cadre de la mise en œuvre du programme artistique, plusieurs réunions se sont tenues en présentiel et en distanciel, outre le lancement de l'initiative arabe pour l'assurance contre les catastrophes naturelles. Il a également été procédé, lors de la même période, à la révision des statuts et le règlement intérieur de l'union qui ont été approuvés par l'Assemblée générale tenue à Mascate, ajoute la même source. Selon le communiqué, l'ouverture de la conférence s'est déroulée en présence du secrétaire général du conseil des ministres du sultanat d'Oman Kamel Ben Fahd Ben Mahmoud Al Said, rendu hommage à M. Benmicia en reconnaissance à ses efforts consentis lors de sa présidence de l'UGAA. A l'occasion un accord de partenariat a été signé entre l'UGAA, et l'Organisation des assurances africaines (OAA) présidée par l'Algérie, indique le communiqué, soulignant que l'Algérie a marqué fortement sa présence lors de cet important événement coïncidant avec le soixantième anniversaire de la création de l'union, auquel ont assisté plusieurs présidents et directeurs généraux de campagnes d'assurances privés et publiques.

R E.

L'ESGEN ORGANISE LA 2^e ÉDITION DU SALON DE L'EMPLOI

Rapprocher les étudiants des entreprises économiques

L'Ecole supérieure de gestion et d'économie numérique (ESGEN) de Koléa (Tipasa) a organisé, lundi, la 2e édition du Salon de l'emploi, en vue de rapprocher les étudiants porteurs d'idées innovantes des entreprises économiques. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le directeur de cette école supérieure, Mohamed Hachmaoui a indiqué que la nouvelle édition du salon de l'emploi "tend à assurer des espaces de rencontre entre les étudiants et les entreprises économiques et de services, à même de créer des passerelles entre l'université et le monde socio-économique et de permettre de chercher des entreprises qui peuvent parrainer les projets innovants des étudiants". Selon lui, cette démarche intervient "conformément à la diffusion de l'esprit entrepreneurial dans l'université, basé principalement sur l'orientation vers la création de start-up et de micro-entre-

prises, à travers les différentes structures créées au sein de l'université, en vue de contribuer au développement économique". Affirmant que le partenariat avec ces entreprises économiques permettra aux étudiants de mieux connaître le marché du travail, ses besoins et ses évolutions, ainsi que la formation des porteurs de projets, le même responsable a souligné que cela requiert un accompagnement par les entreprises économiques, en vue de réaliser la complémentarité entre les deux parties et aller vers la création de richesses. M. Hachmaoui a, par ailleurs, mis en avant l'importance de l'espace qu'offre l'ESGEN, d'autant plus que cette dernière dispense une formation dans un domaine vital dont les entreprises ont grandement besoin en vue de remporter la bataille de la numérisation et investir ainsi dans l'élément humain. En marge du Salon, trois conventions ont

été signées entre cette Ecole supérieure et respectivement l'Institut Supérieur des Sciences, l'entreprise "Kaon company" et l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET). Dans ce cadre, les représentants de ces entités ont souligné l'importance des spécialités numériques et la nécessité de s'adapter à ces dernières, se disant disposés à partager leur expertise avec les étudiants et à assurer un encadrement à leurs projets. Dans des déclarations à l'APS, les enseignants de l'ESGEN ont estimé que l'encouragement des idées innovantes s'inscrivait dans le cadre de l'activation du rôle des étudiants et du passage de l'université de formation théorique à l'aspect pratique et appliqué. A ce propos, le Pr. Noureddine Attar a expliqué que l'adoption de l'arrêté 1275 par le ministère de l'Enseignement Supérieur

et de la Recherche Scientifique a permis aux étudiants de l'Ecole d'enregistrer 100 projets innovants basés sur l'utilisation de l'innovation numérique et des programmes d'Intelligence artificielle. Dans le même ordre d'idées, le Pr. Madjid Hameddich a précisé que le lien entre l'université et l'environnement économique était à même d'opérer un saut qualitatif à travers l'encouragement des étudiants à recourir au développement technologique et à contribuer à la création de la richesse. La 2e édition du Salon a vu la participation de plusieurs secteurs, dont les banques, les assurances, ainsi que plusieurs institutions publiques, en sus d'incubateurs d'entreprises et de porteurs de projets innovants, en vue de rapprocher l'université du marché du travail et de contribuer à faire de l'université une source de création de la richesse.

APS

RENTRÉE
PROFESSIONNELLE DANS
LES WILAYAS DU CENTRE

Des formations
en réponse aux
besoins du
secteur
économique

La rentrée professionnelle pour la session de février a été marquée, dimanche, dans les wilayas du centre par l'ouverture de nouvelles spécialités en réponse aux besoins du secteur économique en main d'œuvre qualifiée. Attentif aux besoins du marché local de l'emploi et aux besoins du secteur économique en matière de main d'œuvre spécialisée et qualifiée, les directions de wilayas de la formation et de l'enseignement professionnels, ont adapté l'offre de formation et signé des conventions de partenariat à cet effet.

C'est le cas à Bejaia, ou plus de 6.000 nouveaux stagiaires ont rejoins, dimanche, les divers centres de formations professionnelles, portant à 20.000 le nombre total des effectifs du secteur.

La particularité de cette nouvelle rentrée est, en effet, l'élargissement de l'offre de formation par l'ouverture de nouvelles spécialités dictées par la mise en œuvre des projets structurants dans la wilaya, tels que la station de dessalement de l'eau de mer et du gisement de plomb et cuivre de Tala Hamza-Amizour, afin de mettre sur le marché les profils techniques adéquats.

A Bouira aussi, la nouveauté de cette session est l'intégration de la production pharmaceutique comme une nouvelle spécialité dispensée à l'Institut spécialisé de la formation professionnelle de Lakhdaria, en adaptation aux besoins du secteur économique local.

Dans ce cadre, la direction du secteur a signé des conventions de partenariat avec quelques entreprises pharmaceutiques comme Rosaspharm et Mag-pharm, afin de permettre aux apprentis d'effectuer leurs stages pratiques durant leur formation.

A Ain Defla, quatre nouvelles spécialités sont dispensées dans les secteurs du tourisme, l'exploitation des stations d'épuration, le traitement des produits de la pêche, l'achat et l'approvisionnement.

Des conventions de partenariat et de coopération ont été signées entre le secteur de la formation et celui de la santé de même qu'avec le bureau de wilaya de l'Union des femmes algériennes et l'Organisation algérienne de l'environnement et citoyenneté.

L'autre nouveauté à Ain Defla est l'ouverture de 12 sections détachées de formation dans les zones rurales, ainsi que la mise en service de trois autres structures dans les communes d'El Hassinia, Belaâs et Tiberkanine.

A Tipasa, la nouvelle session a connu l'ouverture de trois nouvelles spécialités, "sécurité cybernétique", "informatique développée et applications" et "systèmes et réseaux", à l'institut national des technologies de l'information et de la communication de Bou Ismail.

En outre, trois conventions de coopération et de partenariat ont été signées avec des organisations spécialisées.

Les nouvelles spécialités à Blida sont dans les domaines de transformation des céréales, préservation du patrimoine, maintenance industrielle, production végétale, et architecture d'intérieur.

L'ouverture de nouvelles spécialités a aussi caractérisé la rentrée dans la wilaya de Boumerdes où des conventions de partenariat ont été signées avec des administrations et organismes.

Des formations en pisciculture intégrée à l'agriculture, ramendage, réparation navale, technicien commercial pour les personnes aux besoins spécifiques, sont parmi les formations disponibles à compter de cette session.

A Médéa, les 33 structures ouvertes proposent 122 spécialités encadrées, et 2.015 postes de formation sont réservés aux bénéficiaires de l'allocation chômage.

EXPORTATION HORS HYDROCARBURES

Une contribution
de 3,41% au PIB en 2022

Lors d'un colloque organisé ce dimanche à Alger sur l'activité de l'exportation hors hydrocarbures, plusieurs cadres de l'Inspection Générale des Finances (IGF) ont présenté une évaluation des politiques publiques visant à promouvoir les exportations hors hydrocarbures en Algérie, relevant le «développement sans précédent» qu'elles ont connues ces dernières années.

Par S R/Agence

Selon les chiffres officiels dévoilés lors de cette rencontre, la valeur des exportations hors hydrocarbures est passée de 5,05 milliards de dollars en 2021 à 6,59 milliards de dollars en 2022, alors qu'elle n'avait pas dépassé les 3 milliards de dollars les années précédentes, soit une contribution de 3,41% en 2022 au PIB, alors qu'elle était de 1,23% entre 2011 et 2020. Cette augmentation significative est le résultat d'une batterie de mesures mises en place pour l'accompagnement des exportateurs notamment en matières réglementaires, juridiques et financières, reflétées dans les facilitations logistiques et la prise en charge, par l'Etat, d'une part des dépenses des opérateurs dans la commercialisation du produit national à l'étranger via un fonds spécial.

En outre, l'accent a été mis sur les facilitations et les incitations décidées au profit des exportateurs. Ces dernières ont également contribué à augmenter le nombre d'opérateurs activant dans l'exportation de 2.223 en 2017 à 5.502 en 2022, par rapport au recul progressif du nombre d'importateurs. Appelant dans leurs recommandations à insuffler une impulsion plus importante aux exportations hors hydrocarbures, les cadres de l'IGF ont mis en avant l'impératif de créer davantage de zones libres

et de plateformes dédiées à l'exportation, de renforcer la flotte navale commerciale de l'Algérie, de sensibiliser les exportateurs à l'importance des certificats de conformité aux normes internationales de qualité, outre la diversification des produits exportés notamment dans les domaines minier et des matériaux de construction.

L'évaluation des politiques publiques,
en tête des priorités

Dans son intervention lors de cette rencontre, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a indiqué, hier à Alger, que l'évaluation des politiques publiques des différents secteurs était inscrite en tête des priorités des missions de l'Inspection Générale des Finances (IGF), mettant en avant le rôle de cette structure qui relève du ministère dans le suivi et l'évaluation des politiques nationales visant à promouvoir les exportations hors hydrocarbures.

Lors d'un colloque organisé par l'IGF, sur l'activité de l'exportation hors hydrocarbures, le ministre a affirmé que « la concentration sur l'évaluation des politiques publiques est au centre du champ d'application des principes consacrés dans la loi organique relative aux lois de finances », entrée en vigueur l'année passée. M. Faïd a relevé que ce cadre juridique focalise, de manière explicite, sur l'évaluation

des politiques publiques pour pouvoir exploiter les ressources publiques de manière optimale et atteindre les objectifs tracés par les autorités publiques.

Lors de ce colloque qui a vu une large participation de responsables du secteur des Finances, des banques, des douanes et d'organismes liés au commerce international, le ministre a mis en avant que la même loi est intervenue pour concrétiser la modernisation des systèmes budgétaires, marquant « un changement de qualité dans l'élaboration et la mise en œuvre du budget de l'Etat basé sur les résultats et soumis aux mécanismes de contrôle».

La rencontre vise à instaurer les principes d'une nouvelle gouvernance moderne pour le secteur des Finances, et ce dans le cadre des rencontres que le ministère a décidé d'organiser périodiquement pour dynamiser un débat ouvert sur les questions actuelles en vue d'examiner toutes les voies pour améliorer les politiques publiques et renforcer l'économie nationale à travers une gestion saine et transparente des deniers publics. Ces rencontres visent également à «promouvoir les observations et recommandations de l'Inspection générale des finances (IGF), obtenus de son travail en tant qu'outil de consultation pour aider à prendre des décisions basées sur une approche interactive et consensuelle avec toutes les parties prenantes concernées».

DOUANES

Les opérateurs économiques appelés à adhérer
à la démarche de transition numérique

Le Directeur général des Douanes algériennes, le général major Abdelhafid Bakhouche a invité, dimanche à Alger, les opérateurs économiques activant dans le commerce international à adhérer à la démarche de transition numérique, à travers l'inscription dans le nouveau système informatisé des Douanes.

L'appel a été lancé lors d'une journée d'information, organisée par la Direction générale des Douanes (DGD) à son siège au profit des opérateurs activant dans la production et l'exportation des appareils électroménagers, en présence de ses cadres, du Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, du Directeur général de la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX), Zohir Laïche, du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, ainsi que de représentants d'organismes et d'organisations activant en matière de promotion du commerce international.

A cette occasion, le général major Bakhouche a souligné l'importance de "l'adhésion des opérateurs économiques, les commissionnaires en douanes et les différents professionnels activant dans le commerce international à la démarche de transition numérique que connaît le secteur", en s'inscrivant dans le nouveau système informatique des douanes.

M. Bakkouche a estimé, dans ce sens, que le nouveau système informatisé des douanes "est un nouveau jalon dans le processus

de transition numérique mené par les autorités supérieures du pays, et un outil de modernisation de l'activité douanière, voire de promotion de la performance du service public", soulignant que ses services "veillent à ce propos à intensifier les sessions de formation au profit des opérateurs économiques en vue de leur faciliter l'accès".

Aussi, le Général-major Bekhoucha a affirmé que ses ser-

vices s'attelaient à "renforcer et à encourager l'accès des opérateurs économiques aux différentes facilitations douanières visant à réduire les délais et coûts de dédouanement, ainsi qu'aux avantages fiscaux encadrés par les systèmes douaniers économiques en import-export".

De surcroît, le responsable a évoqué l'accompagnement qu'assurent les Douanes algériennes au

profit des opérateurs à travers l'ouverture de canaux de communication directs et permanents, l'orientation des exportations, l'écoute des préoccupations et renseignements des opérateurs, en plus de les informer des facilitations douanières octroyées et de l'actualité en matières juridique et réglementaire que cet organe veille à appliquer.

Mercuriale					
وزارة التجارة وترقية الصادرات MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS					
وزارة الفلاحة والتنمية الريفية MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPEMENT RURAL					
عرض أسعار البع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 25 فبراير 2024 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 25 février 2024					
Produits	Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة دج / كغ		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	61	68	55	البطاطا
	Tomate	83	97	70	الطماطم
	Oignon sec	76	82	69	البصل الجاف
	Ail sec	521	592	449	الثوم الجاف
	Carotte	67	76	59	الجزر
	Navet	67	75	58	لفت
	Chou-fleur	54	61	48	قرنبيط
	Choux	58	64	51	كرنب
	Courgette	104	116	91	الكوسة
	Haricot vert	358	380	337	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	91	101	81	القلنس
	Pomme locale	436	554	319	التفاح المحلي
	Datte	565	701	428	التمر
	Orange	133	162	103	البرتقال
	Mandarine	180	208	153	الماندرين
	Banane	326	339	312	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1729	1872	1587	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	459	474	445	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	99	89	حليب البقر (لتر)

La nouvelle donne gazière mondiale et l’Algérie

2^e partie

Sadek BOUSSENA(*)

Une volatilité croissante des prix qui devient problématique. Lors du covid-19, les prix spot sur la bourse gazière du TTF européen avaient fortement chuté (4 \$/Mbtu) pour remonter plus tard. En moyenne annuelle, le prix spot TTF était de 15,9 \$/Mbtu en 2021, une pointe journalière de 60 \$/Mbtu est enregistrée le 21 décembre de cette même année. Puis, avec les annonces de sanctions contre la Russie, on a connu un pic stratosphérique (plus de 90 \$/Mbtu) en août 2022. Depuis octobre 2023, ils fluctuent entre 10-13 \$/Mbtu. Une trop forte volatilité des prix serait nuisible au secteur gazier : des prix trop élevés sont destructeurs de la demande dans les pays riches et entravent son développement dans les pays émergents. Des prix trop bas entravent les investissements nécessaires à la croissance de l'offre. Comment traiter cette incertitude dans une ambiance où, comme en Europe, on pense déjà à l'utilisation des infrastructures gazières existantes pour le transport du biométhane ou de l'hydrogène ? Les investissements gaziers risquent-ils de se transformer en « actifs échoués » comme le présume le directeur de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Regain d'intérêt pour les contrats à long terme. Avec la lutte contre le réchauffement climatique et leurs craintes sur leurs débouchés après le conflit en Ukraine, les exportateurs cherchent à prolonger la durée des contrats et certains importateurs, pour garantir leur approvisionnement, font de même. On signe ainsi de gros contrats avec des durées de 27 ans (Qatar, Chine, Shell, Total, etc.). Ces contrats qui incluent la clause Take or Pay (TOP), restent encore la principale source de l'offre internationale (80%) malgré le développement des marchés libres. L'idée de rassurer le producteur et le consommateur contenue dans ce type de contrat est loin d'être caduque. Défi climatique et risque d'obsolescence du gaz, problématique de la demande incertaine, forte volatilité des prix sont autant de facteurs qui maintiennent l'intérêt pour des transactions sécurisées. Remis en cause par les mouvements de libéralisation car jugés trop rigides pour la flexibilité des marchés, ils reviennent sur le devant de la scène face à la montée des tensions géopolitiques. Deux éléments caractéristiques de ces CLT ont résisté à la libéralisation des marchés. Le premier concerne la garantie des volumes avec la clause de Take Or Pay (TOP) qui protège les deux parties contre les incertitudes de l'offre et de la demande. Le deuxième est relatif à la protection des variations nuisibles des prix grâce à la formule d'indexation. Ces deux clauses sont généralement maintenues dans les grands projets gaziers. Cela ne signifie pas qu'ils ne doivent pas s'adapter aux nouveaux développements du marché. Toutefois, l'évolution des marchés entraîne la nécessité d'adapter les contrats traditionnels au nouveau contexte international pour les rendre compatibles avec les régulations et les conditions concrètes d'un marché concurrentiel. Ainsi, selon les marchés, certaines modifications sont introduites aux clauses relatives à la durée, aux obligations, à la flexibilité sur les enlèvements, à la destination finale et à la formule de prix (ou d'indexation). Un des points très discutés concerne le choix des indices de la formule de prix : les prix du pétrole versus ceux du gaz naturel. Les

réponses sont différentes selon les régions, la nature des compagnies, etc. Aux Etats-Unis et en Europe, la tendance est d'utiliser les cotations des hubs gaziers, mais certains acteurs préfèrent se référer au pétrole, d'autres combinent les deux références pour mieux se protéger. Par exemple, les compagnies opérant en Norvège sont assez vite passées à des formules de prix totalement indexées sur les hubs européens, tandis que Gazprom (Russie) a mis plus de temps à se convertir et a finalement accepté une formule de prix partiellement basée sur les prix des hubs. L'Algérie et le Qatar ont été plus réticents avant, semble-t-il, d'intégrer, eux aussi, partiellement les cotations des hubs comme référence. Développements géopolitiques et transactions gazières. On voit émerger des contrats fortement imprégnés de la nature des relations géostratégiques, comme par exemple entre la Russie et la Chine ou l'Inde. Mais dans le camp occidental, on note la proposition américaine d'établir des accords stratégiques pour sécuriser des chaînes d'approvisionnement (friendshoring). Est-ce, pour autant, que ces échanges se feront sans références à des prix de marché ? Rien n'est moins sûr. La Chine et l'Inde continueront à rechercher l'approvisionnement le plus compétitif possible et la Russie ou les exportateurs américains la meilleure valorisation pour leurs exportations. Mais ces nouvelles logiques d'échanges intègrent d'autres intérêts croisés. Elles pourraient se développer à d'autres zones, confirmant la tendance au caractère hybride du marché gazier. L'Algérie doit-elle s'en tenir strictement au caractère commercial de ses contrats gaziers ou utiliser ses ressources gazières comme un support à sa stratégie géopolitique ? Dans ces cas, sous quelles formes, à quelles conditions ? Les réponses à ces questions sont loin d'être évidentes. S'impliquer plus dans le marché spot et les bourses ? Les épisodes de prix négatifs sur les marchés papier et la flambée des prix spot en été 2022 relancent le besoin de réflexion concernant l'opportunité de s'impliquer plus fortement dans les marchés spot. Cette nouvelle situation va impacter la commercialisation du gaz de Sonatrach. Cette dernière est bien placée vis-à-vis du marché européen, surtout en Méditerranée. Elle peut saisir cet avantage et son infrastructure flexible (gazoducs/GNL/méthaniers) pour profiter, le cas échéant, des pics de prix à la hausse. Sonatrach, doit-elle en faire une politique en soi et réserver des quantités de gaz ou de GNL à cette fin tout

en maintenant une large couverture de ses ventes via des contrats à long terme ? Il faut arbitrer entre avantages et inconvénients de ce commerce de « trading » dans les marchés physiques ; Et, pourquoi pas, commencer à s'impliquer dans le trading financier, des marchés sophistiqués qui nécessitent des équipes chevronnées. Toutes les grandes compagnies internationales sont largement impliquées dans ces activités de trading qui outre leur rentabilité sont une source inégale d'informations. Cela suppose que Sonatrach se dote de structures spécifiques lui permettant d'utiliser les divers instruments financiers pour, le cas échéant, réaliser des opérations de « couverture » (hedging) » de ses prix. Sonatrach dispose déjà des moyens humains sous réserve de quelques formations mineures, l'initiative sera donc politique et, bien entendu, il faudra mettre en confiance les opérateurs concernés et surtout les protéger des risques normaux dans ce type de marché très volatil. Le gaz payé dans une monnaie autre que le dollar US. On ne prévoit pas une dédollarisation massive ou rapide dans un avenir proche. Pourtant, le dollar US commence à perdre de son hégémonie. Et, c'est d'abord pour des raisons politiques et/ou géostratégiques que certains pays (Chine, Russie, Iran, Venezuela, Inde, Brésil, Arabie Saoudite, Pakistan, etc.) tentent de réduire cette dépendance. L'exclusivité du dollar en tant que monnaie de paiement commence à être remise en cause mais il est difficile d'en évaluer les conséquences. Avec le renforcement des BRIC+, surtout depuis qu'ils ont intégré l'Arabie Saoudite, l'Iran et les Émirats Arabes Unis, on peut s'attendre à une extension de ce mouvement dans la prochaine décennie. Des signes d'un début de dédollarisation commencent à se manifester sur les marchés des hydrocarbures : de plus en plus des ventes de pétrole se réalisent en yuan chinois. La Russie, premier exportateur d'énergie au monde, n'accepte plus le dollar. Les Indiens payent une partie de leurs importations de pétrole russe en roubles et même en dirhams des Émirats Arabes Unis, le pétrole russe acheté par l'intermédiaire de négociants basés à Dubaï. L'Arabie saoudite est également en train de se faire payer en Yuan et cela pourrait avoir des conséquences importantes pour le dollar US, surtout si l'on rappelle les autres fonctions du dollar US comme monnaie de compte et de réserve. L'Algérie a-t-elle intérêt à continuer à se faire payer strictement en dollars US ? Peut-on envisager des paiements avec d'autres monnaies, notamment l'Euro, l'Europe étant son principal client ? Ou en d'autres monnaies

(Chine, Inde...) ce qui réduirait les frais de change du commerce extérieur ? Quels sont les gains potentiels, quels sont les risques, y compris sur le plan géopolitique ? Les spécialistes algériens en finance internationale ont du pain sur la planche.

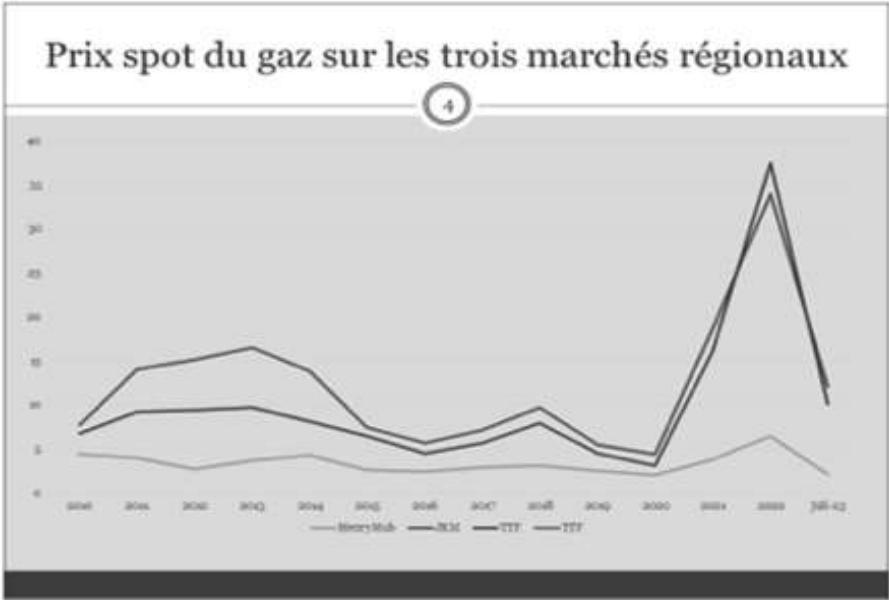
4. Le futur du marché gazier international reste incertain.

Compte tenu des incertitudes qui continuent de peser sur les politiques climatiques et le niveau des prix, l'élaboration de prévisions à des horizons lointains est une tâche pour le moins difficile. Certains « ensemble » se prêtent, certes, à cet exercice mais les résultats de leurs études sont très contrastés si ce n'est contradictoires lorsqu'il s'agit des prix et de la demande futures de gaz naturel. L'incertitude sur la demande et les prix à cause de la contrainte climatique. Les scénarios affichés par les grandes institutions énergétiques sont tellement contrastés que leur valeur de prévision s'en trouve fortement ébranlée : d'ici 2050, un horizon, finalement pas trop éloigné, selon les cas, la demande mondiale pourrait chuter à 920 Gm3/an (scénario de l'AIE, Net Zero, le plus bas) ou s'élever à 5580 Gm3/an (de l'IEA/DOE américain, scénario le plus élevé). Un écart extravagant pour ceux qui doivent préparer l'avenir dans ce domaine, notamment les producteurs de gaz et même ceux des énergies alternatives. Comment lancer des investissements hautement capitalistiques dans une perspective aussi incertaine, surtout que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) menace les nouveaux projets de GNL de devenir des « actifs échoués » du fait d'une baisse de la demande gazière.

(*) Ancien ministre de l'énergie, chercheur associé à l'université de Grenoble

NOTES

- Visant à relier l'Inde à l'Europe en passant par la péninsule arabique (Émirats Arabes Unis et Arabie Saoudite) et Israël contournant donc la mer rouge et le Canal de Suez.
- SWIFT: Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication.
- Boussena, S. (2023). « Etats-Unis contre Russie, un duel gazier vieux de six décennies ». Le Monde Diplomatique, Manière de voir, n°189, juin-juillet.
- S. Boussena & C. Locatelli. «Le gaz et la guerre en Ukraine. Où va le marché international ». Editions L'Harmattan. 2024.
- On est passé d'un prix très bas durant le Covid-19 à sa multiplication par dix au début de l'invasion de l'Ukraine.
- Ces hausses résultent de la combinaison de plusieurs facteurs : forte croissance de la demande liée à la reprise de l'activité économique au sortir de la crise du Covid-19, offre relativement contrainte, niveaux bas en Europe du stockage. Depuis, les prix ont chuté aux environs de 10 \$/Mbtu début 2024.
- On entend ici par contrat à long terme (CLT), les contrats de longue durée (de 5 ans à 30 ans) ayant une clause de Take or Pay (TOP), c'est-à-dire une obligation d'enlèvement des quantités de gaz prévues dans le contrat ou de les payer en cas de défaillance.
- En septembre 2019, la Russie et l'Iran ont annoncé qu'ils reliaient leur système national de messagerie (SPFS et SEPAM), afin de faciliter les transactions financières bilatérales. La Russie met également en place un système de messagerie alternatif avec la Turquie et la Chine.
- En 2023, le Pakistan a, ainsi, payé pour la première fois, une livraison de pétrole brut russe en yuan. Reuters, 16 juin 2023.
- On évoque déjà le recours plus large aux 5 « R » (Rouble russe, Real brésilien, Renminbi chinois, Roupie indienne et Rand pour l'Afrique du Sud).



TINDOUF Plusieurs projets de développement dans la commune d'Oum Lassel

Plusieurs projets de développement dans différents secteurs d'activité ont été réalisés durant les dernières années dans la commune d'Oum Lassel, dans la wilaya de Tindouf, susceptibles d'améliorer le cadre de vie de la population locale, ont indiqué dimanche des responsables de cette collectivité locale. Ces opérations, pour lesquelles une enveloppe financière de neuf (9) milliards dinars a été allouée, ont concerné le secteur de l'éducation, qui a été renforcé par un lycée et trois (3) écoles primaires, en plus d'un collège d'enseignement moyen (CEM) dont le chantier est en voie d'achèvement, a déclaré à l'APS le président de l'assemblée populaire communale (P/APC), Mohamed Haidas. Cette collectivité située à 170 km au nord du chef lieu de wilaya, a également été renforcée d'une polyclinique, d'un abattoir communal, un groupement administratif, et d'une station d'épuration des eaux usées, en plus d'un musée du patrimoine, a ajouté la même source. Dans le but de rapprocher l'administration du citoyen, une installation administrative de l'assurance sociale a été réalisée dans la commune d'Oum Lassel, alors que les travaux des chantiers d'autres structures sont en cours d'achèvement, a-t-il expliqué. S'agissant des opérations destinées pour les zones d'ombre, des résultats "remarquables" ont été réalisés notamment, dans les localités de Hassi Khebi et Hassi Mounir, ainsi que à travers les banlieues de la commune, a fait savoir la même source.

DJANET

Approbation de la 2e phase d'étude et classement des monts du Tassili N'Ajjer

La seconde phase d'étude relative au classement et à la délimitation des zones montagneuses dans le Tassili-N'Ajjer, wilaya de Djanet, a été homologuée lors d'une réunion, tenue dimanche à Djanet, par la direction générale de l'aménagement et de l'attractivité du territoire au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

S'exprimant lors de cette rencontre tenue à la salle des conférences au siège de la wilaya, le directeur des grands travaux et d'aménagement du territoire au ministère, Rabah Assid, a souligné que "cette étude s'inscrit au titre de la stratégie nationale d'aménagement du territoire portant classement des zones montagneuses en vue de la programmation du développement en fonction des spécificités de ces régions". Il a fait état, à ce titre, que "cette étude sera suivie d'une autre et des actions de développement à la faveur de programmes projetés à la satisfaction des populations, l'amélioration de leurs conditions de vie et la réalisation de l'attractivité dans ces espaces". Et d'ajouter: "L'étude traduit l'importance qu'accordent les pouvoirs publics pour le développement équitable des différents territoires natio-

naux", sachant, a-t-il dit, que ces espaces montagneux ont été classés au titre du schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) en tant que zones sensibles aux spécificités de développement social. Le chargé du projet de classement et délimitation des zones montagneuses au Tassili-N'Ajjer, Amara-Farid Naït, a, pour sa part, fait savoir, que la commune de Djanet a été classée de moyenne altitude et celle de Bordj El-Houas en hautes zones montagneuses. "Cette étude cartographique de la région de Djanet aura de positives retombées au travers la projection des études de développement et de valorisation de ces espaces par d'efficaces mécanismes, en plus de l'élaboration, au titre de la prochaine phase, d'un système informatif géographique spécial de la région", a expliqué le même responsable.

L'étude en question cible, au titre de la stratégie de la direction générale d'aménagement et d'attractivité du territoire axée sur une approche participative, les potentialités naturelles et écologiques de la région, la biodiversité, la richesse floristiques et faunistique, notamment celle menacée par la disparition, le patrimoine culturel avec l'implication des différents acteurs de la wilaya à l'effet d'enrichir cette étude et faire revivifier les zones montagneuses, selon les explications fournies lors de cette réunion. La première phase de cette étude a permis de répertorier, avec le concours de l'office du parc culturel du Tassili-N'Ajjer (OPCTN) et de la direction locale de la culture et des arts, le patrimoine culturel et matériel de la région, dont les trois Ksour de la ville de Djanet, des trois forts, deux à Djanet et un dans la wilaya d'Illizi.

ZONES ENCLAVÉES

Les projets utilisant l'énergie solaire fonctionnent à un rythme appréciable

Les projets utilisant l'énergie solaire dans diverses régions enclavées du pays fonctionnent à un rythme appréciable, a déclaré, dimanche à Mascara, le directeur de l'Efficacité énergétique au Commissariat aux énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique Mourad Issiakhem. M. Issiakhem a indiqué à l'APS, en marge de l'Exposition nationale des énergies renouvelables, ouverte dimanche à la Maison de la culture Abi Ras Ennaciri de Mascara, que les projets fonctionnant à l'énergie solaire utilisés dans les régions rurales et enclavées avancent à un rythme appréciable, notant que cette source

d'énergie est utilisée au niveau de ces zones d'habitation pour l'alimentation en électricité des réseaux d'éclairage public et dans la production d'électricité dans les établissements scolaires des zones rurales et enclavées. M. Issiakhem a, d'autre part, fait observer que les cadres du Commissariat aux énergies renouvelables ont effectué, durant ces deux dernières années, des visites dans plus de 40 wilayas, qui leur ont permis de s'enquérir de l'état d'avancement de l'utilisation de l'énergie solaire dans les projets initiés dans ce cadre, où ils ont noté une cadence appréciable dans la concrétisation de cette option. Le même responsable a

indiqué que ces visites s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de coopération signée entre le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et le Commissariat aux Energies renouvelables et à l'Efficacité énergétique et l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie. Il a ajouté que le Commissariat aux énergies renouvelables poursuivra ses activités de terrain à travers l'ensemble des wilayas du pays, dans le but de s'enquérir de la cadence de l'utilisation de l'énergie solaire au service du développement dans les zones rurales et enclavées.

Il convient de signaler que 16 exposants prennent part à l'exposition nationale des énergies renouvelables organisée à l'initiative de l'Organisation nationale des énergies renouvelables et du développement durable, sous le haut patronage du ministère de l'Environnement et du Développement durable. Les participants à cette manifestation représentent des entités économiques opérant dans le domaine des énergies renouvelables des secteurs public et privés de plusieurs régions du pays, outre des étudiants porteurs d'idées et de projets innovants de l'université "Mustapha Stambouli" de Mascara.

CONSTANTINE

Réception de deux centres de transformation électrique «avant fin 2024»

Le Président-Directeur général (P-dg) du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, a affirmé dimanche à Constantine que "deux centres de transformation électrique 60-30 et 60-10 kilovolts seront réceptionnés dans la commune d'El Khroub avant fin 2024 pour renforcer l'alimentation de la wilaya en cette énergie vitale". Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite dans la wilaya, M. Adjal a précisé que le premier centre 60-10 KV sera réceptionné au lieudit Ain El Bey près de Guetar El Aïch et le second 60-30 KV dans la localité d'El Baâraouia de sorte à assurer à terme l'autosuffisance électrique pour la daïra d'El Khroub et la circonscription administrative Ali Mendjeli. Selon les explications données sur site,

le taux d'avancement des travaux du centre d'Ain El Bey mobilisant une enveloppe financière de 750 millions DA a atteint pas moins de 72% tandis celui du centre d'El Baâraouia qui mobilise un investissement de 750 millions DA a atteint 46%. Lors de son inspection d'autres projets d'électricité en cours, M. Adjal a révélé la réception "avant fin avril prochain" de l'opération d'aménagement d'injecteur électrique 120 méga-voltampères dans la commune de Didouche Mourad dans une opération anticipée pour assurer une couverture électrique continue et de qualité durant l'été 2024, en attendant la réception du transformateur électrique 220-60 kilovolts dans la même collectivité locale. Avec la mise en service de cet injecteur, le volume d'injection en électricité

estimée actuellement à 835 mégavoltampères passera à 955 mégavoltampères, ce qui représente une capacité amplement suffisante pour répondre aux besoins en électricité de la wilaya puisque seuls 40% en seront consommés. Le P-dg de Sonelgaz a affirmé que Constantine est actuellement une des meilleures wilayas en termes de couverture par les réseaux d'électricité et de gaz avec des taux atteignant 99 % pour l'électricité et 95% pour le gaz naturel. Il a également ajouté que les zones industrielles et les zones des activités de la wilaya sont alimentées en électricité et 90% des projets de raccordement des exploitations agricoles au réseau électrique ont été concrétisés, estimant que le groupe Sonelgaz aura ainsi ho-

noré tous les engagements pris en faveur de cette wilaya au cours de la visite effectuée au mois de mai de l'année passée. Selon le même responsable, les taux de couverture des zones d'ombre de cette wilaya par les deux réseaux d'électricité et de gaz naturel ont atteint respectivement plus de 87% et plus de 96%. Adjal a rappelé que la wilaya de Constantine a bénéficié de la réalisation de 11 projets essentiellement de postes de transformation électrique 220-60 kilovolts et 60.30 kilovolts pour une enveloppe financière dépassant les 23 milliards DA en vue de "résoudre le problème de coupure du courant électrique et d'assurer un service public de qualité, notamment en été".

REDISTRIBUTION DES CARTES

Qu’est-ce qui pourrait faire chuter Apple ?

Tim Cook, le patron d’Apple, connaît un début d’année 2024 difficile. Le mois dernier, son entreprise a dû faire face à une succession de contrariétés inhabituelles. Un litige en matière de brevets l’a contrainte à supprimer certaines fonctionnalités de deux de ses smart watches. Elle a également appris que le ministère américain de la Justice (DoJ) allait la poursuivre pour transgression de la législation antitrust. Enfin, elle a annoncé qu’elle perdait des parts de marché en Chine, son deuxième plus grand marché pour ses smartphones. Pour ne rien arranger, quelques analystes de Wall Street jugent surévaluées les actions d’Apple – chose impensable jusqu’à récemment.

Le 11 janvier, Microsoft, autre géant de la tech rival d’Apple, est devenu l’entreprise la plus valorisée du monde, détrônant temporairement le fabricant de l’iPhone. [...] Depuis le 2 février, Apple a commencé à commercialiser son casque de réalité virtuelle Vision Pro, projet développé (et évoqué) de longue date. Ce gadget haut de gamme, qui sera vendu 3 499 dollars, repose sur un gros pari. L’entreprise espère lancer ainsi une nouvelle “plateforme” technologique qui puisse un jour prendre la place centrale qu’occupe aujourd’hui le smartphone dans la vie numérique des consommateurs.

Vision Pro, un enjeu tout relatif face à trois menaces

La firme à la pomme souhaite aussi trouver une nouvelle source de revenus pour prendre le relais de l’iPhone. Mais tout laisse à penser qu’Apple devrait s’inquiéter des perspectives d’avenir de son casque. Netflix, Spotify et YouTube ont annoncé qu’ils ne proposeraient pas leurs populaires applications de streaming sur cet appareil. Aucun n’a expliqué pourquoi. Mais leurs raisons tiennent sans doute à leur concurrence avec les services de streaming d’Apple et aux coûts de développement élevés d’une application de réalité augmentée. Tim Cook peut balayer certaines de ces inquiétudes. Malgré tout, le cours de l’action Apple n’a pas évolué de manière significative en janvier. Quelques jours après avoir été dépassée par Microsoft, la firme a repris son titre de poids lourd de la bourse – et sa valorisation de 3 000 milliards de dollars. Et si le lancement du Vision Pro est un échec, l’effet à court terme sur les revenus d’Apple sera négligeable, étant donné la production initiale limitée du casque. Néanmoins, le patron d’Apple serait malavisé d’ignorer les problèmes de début d’année. En effet, ils mettent en évidence des défis plus importants pour l’entreprise. Ceux-ci se répartissent en trois grandes catégories : les problèmes juridiques et antitrust, le ralentissement des ventes d’iPhone, et les tensions géopolitiques croissantes. Rien de réellement dangereux dans l’immédiat, mais la menace doit être prise au sérieux. Risquent-ils de coûter à Apple sa position d’entreprise la mieux valorisée au monde pour plus d’une semaine ou deux ?

Les services, stratégie gagnante pour la valorisation boursière

Bien que la valeur boursière d’Apple soit l’une des dix plus importantes au monde depuis 2010, elle était faible par rapport à ses bénéfices. L’entreprise était considérée comme un fabricant de matériel, activité plus difficile à développer que celle des logiciels. Pendant la majeure partie des années 2010, son “price to earnings ratio” (PER), qui reflète les attentes des investisseurs en matière de bénéfices futurs, était inférieur à 20, comparable à celui de HPE ou de Lenovo, fabricants informatiques peu attractifs, à la croissance faible aux marges peu élevées. Il était également inférieur à la moyenne des grandes entreprises américaines de l’indice S&P 500. Le changement s’est amorcé vers 2019, note Toni Sacconaghi, de la société de courtage Bernstein. Les revenus de la branche “services” d’Apple, qui fournit des logi-

ciels aux quelque 1 milliard d’utilisateurs de ses appareils, ont commencé à augmenter. Les deux parts les plus importantes de cette catégorie reviennent à l’activité publicitaire, que Bernstein évalue à 24 milliards de dollars par an (dont environ 20 milliards de dollars par an provenant de Google pour avoir fait de son moteur de recherche l’option par défaut sur les appareils Apple) et à l’App Store (24 milliards de dollars également). Les services incluent aussi Apple Music et Apple TV, ses offres de streaming, ainsi qu’un système de paiement en plein essor. Au total, les revenus tirés des services s’élèvent à 85 milliards de dollars par an, soit un cinquième du chiffre d’affaires global d’Apple. En 2016, ils ne contribuaient qu’à hauteur de 24 milliards de dollars, soit un dixième du chiffre d’affaires. Une telle augmentation a fini par convaincre les investisseurs qu’Apple n’avait plus la lourdeur d’un fabricant informatique. Elle est désormais bien une plateforme logicielle, qui peut recruter à peu de frais de nouveaux utilisateurs payants. Cette évolution s’est traduite par des bénéfices plus élevés – la marge bénéficiaire brute de la branche services d’Apple est de 71 %, contre 37 % pour les appareils – et des revenus plus récurrents. À mesure que la part des services s’est accrue, la rentabilité globale d’Apple a également augmenté, passant de 38 % en 2018 à 44 % l’année dernière. La tendance a également été accentuée par la vente de modèles d’iPhone plus haut de gamme et à plus forte marge. L’ensemble a contribué à porter le PER d’Apple à environ 30, nettement supérieur à la moyenne du S&P 500 et plus élevé que celui d’Alphabet (la société mère de Google), même s’il reste inférieur à ceux de Microsoft (38) et d’Amazon (72).

Volet juridique et antitrust, peu d’inquiétudes

L’un des dangers qui risquent de réduire à néant la progression du PER d’Apple est lié à ses problèmes juridiques. Certains, comme celui des brevets, relèvent de menaces mineures. En octobre, l’International Trade Commission, une agence fédérale américaine, a statué qu’Apple avait enfreint des brevets relatifs à un capteur de mesure de l’oxygène appartenant à Masimo, un fabricant d’appareils médicaux. Apple a d’abord stoppé la vente de ses modèles comportant la technologie incriminée. Mais le 18 janvier dernier, elle les a remis sur le marché après avoir désactivé le capteur litigieux. Les problèmes juridiques les plus importants d’Apple sont liés à son activité de services. En mars, de nouvelles règles entrèrent en vigueur dans l’Union européenne, un marché considérable. Elles obligeront Apple à autoriser l’installation d’applications sur ses appareils sans passer par son App Store. Il lui sera ainsi plus difficile de facturer les 30 % de frais qu’elle prélève sur la plupart des achats in-app [ou achats intégrés, pouvant s’effectuer au sein même d’une application mobile, ndt] (Apple a intenté une action en justice contre ces règles). Aux États-Unis, le DoJ chercherait à savoir si la smart watch d’Apple fonctionne mieux avec un iPhone qu’avec d’autres smartphones, et pourquoi son service de messagerie n’est pas disponible sur les appareils concurrents. Dans une autre affaire contre Google, le même ministère accuse les accords faisant de Google le moteur de recherche par défaut sur certains appareils d’être anticoncurrentiels. Si les tribunaux donnent raison au DoJ, Apple pourrait être privé d’une rentrée d’argent

annuelle, obtenue presque sans effort, d’environ 20 milliards de dollars. À la suite d’une action en justice intentée en 2021 par Epic Games, un développeur de jeux vidéo, Apple a déjà dû modifier la manière dont l’App Store facture les développeurs pour la vente d’applications. Dans les batailles juridiques, Apple n’est pas sans défense. La firme a rapidement trouvé une solution pour contourner les obligations instaurées par la procédure d’Epic Games à son App Store, ce qui lui permet de continuer à percevoir des frais élevés. Et il faudra probablement attendre des années avant que le DoJ ne rende une décision finale dans l’affaire qui l’oppose à Google. Il en va de même pour l’affaire qui devrait l’opposer à Apple. Comme dans beaucoup d’affaires antitrust concernant les grandes entreprises de la tech, les investisseurs ne semblent pas s’inquiéter. Perte de vitesse de l’iPhone et mystères sur l’IA Apple est plus vulnérable sur le deuxième point : le ralentissement de son activité principale. Selon un sondage réalisé auprès d’analystes, elle a vendu environ 220 millions d’iPhone l’année dernière, soit à peine plus que les 217 millions de 2017. En 2024, ce chiffre pourrait ne pas être beaucoup plus élevé. Pendant un certain temps, Apple a pu compenser ce ralentissement en volume par des prix plus élevés. Mais le taux de croissance annuelle de son chiffre d’affaires est tombé à 2 % au cours des deux dernières années, au lieu de 10 % en moyenne entre 2012 et 2021. Certains rivaux tentent de grignoter la part de marché d’Apple dans les appareils haut de gamme en exploitant l’attrait des consommateurs pour l’intelligence artificielle (IA) générative de type ChatGPT. Samsung, le géant de la tech sudcoréen, a annoncé fin janvier le lancement d’une nouvelle gamme de téléphones qui recourra à l’IA. Parmi les fonctions phares, citons la traduction vocale en temps réel et l’édition accélérée de photos et de vidéos. Ces smartphones pourraient être mis en vente huit mois avant les prochains iPhone d’Apple – lequel, de son côté, n’a pas révélé grand-chose de ses projets concernant l’IA, l’avancée qui fait le plus parler d’elle dans le domaine de la tech depuis l’iPhone. “Nous investissons beaucoup”, a déclaré Tim Cook de manière énigmatique lors de la présentation de résultats de l’entreprise l’été dernier. [Lors de l’annonce des résultats d’Apple le 2 février, Tim Cook a néanmoins évoqué des annonces au sujet de l’IA “plus tard dans l’année”, ndt]. Les revenus d’Apple sont également attaqués en Chine, qui représente 17 % de son chiffre d’affaires. Selon la banque d’investissement Jefferies, l’année dernière, la part de marché des smartphones d’Apple dans le pays a diminué. Dans le même temps, celle de Huawei, champion national de la tech, a augmenté d’environ 6 points de pourcentage. En août, l’entreprise a stupéfié les observateurs du secteur (et le gouvernement américain, qui interdit depuis des années de vendre à Huawei des technologies américaines pour des raisons de sécurité nationale), en lançant le premier appareil 5G contenant des puces avancées fabriquées en Chine plutôt qu’importées. Les acheteurs chinois patriotes se sont araché le téléphone et, pour faire bonne mesure, d’autres appareils Huawei. En ce qui concerne l’IA, les inquiétudes sur les progrès d’Apple sont peut-être exagérées. Erik Woodring, de la banque d’investissement Morgan Stanley, souligne que tous les indicateurs montrent que l’entreprise investit effectivement beaucoup dans

cette technologie. En octobre, des experts issus de l’entreprise et des chercheurs de l’université de Columbia ont publié conjointement un modèle d’IA open source appelé “Ferret”. Deux mois plus tard, Apple a publié un document expliquant comment de tels modèles pouvaient fonctionner sur des smartphones, qui sont beaucoup moins puissants que les datacenters généralement utilisés à cette fin. En janvier, un blogueur sud-coréen spécialisé dans la tech a indiqué qu’une mise à jour du système d’exploitation d’Apple, qui pourrait intervenir dès le mois de juin, inclurait des améliorations en matière d’IA pour Siri, son assistant virtuel. [Le 5 février, des chercheurs d’Apple ont publié un article concernant MGIE, un nouveau modèle IA de retouche d’image, ndt]. Des rumeurs circulent selon lesquelles Apple prévoit d’utiliser l’IA générative dans son propre moteur de recherche.

La géopolitique de la Chine au cœur de tous les dangers

La Chine représente toutefois une menace majeure, et pas seulement en raison de la revitalisation de Huawei. Les projets de croissance d’Apple dépendent en grande partie de sa réussite sur les marchés émergents, y compris le plus important d’entre eux. Tim Cook a lancé les trois dernières présentations de résultats en 2023 en évoquant les ventes de la firme en dehors des pays riches. Il ne fait aucun doute qu’il pensait à la Chine. La chaîne d’approvisionnement d’Apple la rend également plus vulnérable à la menace chinoise. Malgré des efforts très médiatisés visant à délocaliser une partie de la production en Inde, environ 90 % des iPhones sont toujours fabriqués dans des usines chinoises. Il en va de même pour la plupart des ordinateurs Mac et des iPads. Toni Sacconaghi, de Bernstein, estime que dans les cinq prochaines années, Apple sera particulièrement exposé en cas d’escalade dans certains conflits géopolitiques, à Taïwan par exemple. Indépendamment d’une invasion de Taïwan par la Chine, d’autres événements pourraient nuire à l’entreprise. Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, une possibilité sérieuse maintenant qu’il a pratiquement obtenu l’investiture républicaine, enclencherait certainement la mise en place de barrières commerciales et accentuerait les tensions sino-américaines. Même si Joe Biden bat Donald Trump lors de l’élection présidentielle de novembre, il n’est pas sûr que les tensions avec l’empire du Milieu s’apaisent. Le gouvernement chinois commence à riposter face aux sanctions américaines. Il a déjà interdit dans certains projets d’infrastructure l’usage de produits de Micron, un fabricant de puces de l’Idaho. Et, en septembre, certains rapports ont indiqué que les membres du gouvernement n’avaient pas le droit d’utiliser des produits Apple. Bien que les autorités aient par la suite démenti ces allégations, l’épisode a mis les investisseurs sur les dents. Toute mesure chinoise qui nuirait à Apple en Chine nuirait à la Chine. Selon l’entreprise, 3 millions de personnes travaillent sur sa chaîne d’approvisionnement, dont un grand nombre de Chinois. Un analyste compare la position d’Apple vis-à-vis du gouvernement chinois à une “promesse de destruction mutuelle” On pourrait en dire autant de l’équilibre commercial entre l’Amérique et la Chine. Essayez d’expliquer cela à Donald Trump. . .

Source THE ECONOMIST

EGYPTE

La Banque du Caire obtient un prêt de 50 millions \$ de la BERD pour financer des PME

Un an après l'octroi d'un financement conjoint de 100 millions \$ à la Banque du Caire, la BERD renforce son partenariat avec la filiale de la Banque Misr. La Banque du Caire (BDC) a conclu ce vendredi 23 février un accord de prêt de 50 millions \$ avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). L'établissement, en activité depuis 1952, utilisera ce financement pour accroître son soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) ainsi qu'à des firmes dirigées par des femmes. La filiale de la Banque Misr prévoit d'octroyer au moins 10 millions \$ aux microentreprises détenues par des femmes, afin de stimuler leur compétitivité. 6e plus grande banque d'Egypte avec un actif total de 13 milliards \$, à fin juin 2023, la Banque du Caire renforcera son portefeuille de prêts à l'endroit de sa clientèle PME et étendra son activité de financement à travers le pays. « Ce financement soutiendra des projets dans des régions à l'extérieur de la capitale, en capitalisant sur la présence géographique de la BDC, notamment en Haute-Egypte, qui représente environ 55 % de la clientèle de la banque, dont les femmes et les jeunes représentent respectivement 35 % et 40 % », explique Tarek Fayed, directeur général de la Banque du Caire. Le financement fait suite au prêt subordonné de 100 millions \$ obtenu par la Banque du Caire auprès de la BERD et de la British International Investment il y a un an. La ressource visait à renforcer les fonds propres de niveau II de la banque.

QATAR

La production de gaz augmentée grâce à une nouvelle expansion d'un champ gazier géant

Le Qatar a annoncé dimanche de nouveaux projets visant à augmenter la production du plus grand gisement de gaz naturel au monde, pour porter sa capacité à 142 millions de tonnes par an d'ici 2030.

La nouvelle expansion du champ offshore North Field, baptisée "North Field West", ajoutera 16 millions de tonnes supplémentaires de gaz naturel liquéfié (GNL) par an aux plans de développement actuels, a déclaré le ministre qatari de l'Energie, Saad al-Kaabi, lors d'une conférence de presse. "North Field contient d'énormes quantités de gaz supplémentaires estimées à 240 billions de pieds cubes, ce qui porte les réserves de gaz de l'Etat du Qatar de 1.760 billions à plus de 2.000 billions de pieds cubes", a souligné M. Kaabi, également PDG du géant public qatari des hydrocarbures QatarEnergy. Ces résultats "nous permettront de commencer à développer un nouveau projet de GNL à partir du secteur ouest du champ North Field avec une capacité de

production d'environ 16 millions de tonnes par an", a-t-il ajouté. Cela portera la capacité de production du Qatar à 142 millions de tonnes une fois que "la nouvelle expansion sera terminée avant la fin de cette décennie", a-t-il poursuivi, ce qui représente une augmentation de près de 85% par rapport aux niveaux de production actuels. Le PDG de QatarEnergy a affirmé que la société "commencera immédiatement" les travaux d'ingénierie pour garantir que l'expansion soit achevée à temps. Le Qatar est l'un des principaux producteurs de GNL du monde avec les Etats-Unis, l'Australie et la Russie. La Chine, le Japon et la Corée du Sud ont été le principal marché pour le gaz du Qatar, mais après l'invasion russe de l'Ukraine il y a deux ans, la demande a

également augmenté de la part des pays européens. Les derniers plans de développement font suite à de récentes annonces de contrats d'approvisionnement à long terme. Le Qatar a annoncé ces dernières semaines qu'il fournirait 7,5 millions de tonnes de GNL par an pendant 20 ans à Petronet, en Inde, les premières livraisons étant prévues à partir de mai 2028. Et fin janvier, QatarEnergy a annoncé un accord avec Excelerate Energy, basée aux Etats-Unis, pour fournir au Bangladesh 1,5 million de tonnes de GNL par an pendant 15 ans. L'année dernière, le Qatar a signé des accords de GNL avec la société chinoise Sinopec, la française Total, la britannique Shell et l'italienne Eni.

ARABIE SAOUDITE

Une importante découverte de gaz dans le champ de Jafurah

Saudi Arabian Oil Co. a découvert 15 000 milliards de pieds cubes standard de gaz supplémentaires dans le champ Jafurah du Royaume. Selon un communiqué de presse du ministère de l'Energie, la découverte comprend également 2 milliards de barils de condensat. Avec la dernière découverte, la quantité de ressources dans le champ est passée à 229 trillions de pieds cubes standard de gaz et 75 milliards de barils de condensat, a ajouté le ministère dans le communiqué de presse, citant le ministre de l'Energie du Royaume, le prince Abdelaziz ben Salmane. Cette découverte faite par le géant de l'énergie, également connu sous le nom de Saudi Aramco, est le résultat de l'application des normes internationales les plus élevées en matière d'estimation et de développement des ressources en hydrocarbures afin d'assurer leur bonne exploitation, a ajouté le communiqué. En novembre 2023, le ministère de l'énergie a annoncé que Saudi Aramco avait découvert

deux nouveaux gisements de gaz, respectivement dans la province orientale et dans le Rub' Al Khali. Dans un communiqué de presse, le ministère a déclaré que la première découverte a eu lieu dans le réservoir de Hanifa, dans le puits Al-Hiran-1. Le champ a été découvert après que du gaz a coulé à un taux de 30 millions de pieds cubes par jour depuis ledit réservoir, ainsi que 1 600 barils de condensat. La deuxième découverte a été faite au puits Al-Mahakek-2, où la ressource naturelle s'est écoulée à un rythme de 0,85 million de pieds cubes par jour. Le ministère a ajouté que du gaz a également été découvert dans cinq autres réservoirs dans des champs précédemment connus, y compris le réservoir Jalla dans le champ Assekra, où le gaz s'est écoulé à un taux de 46 millions de pieds cubes par jour. En novembre, Saudi Aramco a également commencé à produire du gaz de réservoir étanche non conventionnel dans la zone opérationnelle de South Ghawar, avec deux mois d'avance sur le calendrier.

Le gaz de réservoir étanche non conventionnel, également connu sous le nom de gaz de schiste, se trouve généralement dans des réserves où les hydrocarbures sont étroitement piégés dans des couches rocheuses. L'extraction de cette ressource nécessite des techniques spécialisées telles que le forage horizontal et la fracturation hydraulique. Les installations mises en service à South Ghawar ont actuellement une capacité de traitement de 300 millions de pieds cubes par jour pour le gaz brut et de 38 000 barils par jour pour le condensat. Plus tôt en février, lors de la conférence internationale sur les technologies pétrolières à Dhahran, Amin H. Nasser, PDG de Saudi Aramco, a déclaré que l'entreprise visait la continuité dans la production de tous les types d'énergie, y compris le pétrole et le gaz, ainsi que les énergies renouvelables. Il a également ajouté qu'Aramco avait la capacité de se développer dans n'importe quel secteur pour créer des entreprises rentables.

SOUDAN

L'aide humanitaire vitale pour le Darfour bloquée par les autorités

Les autorités soudanaises loyales à l'armée bloquent l'aide humanitaire destinée au Darfour, un acte dénoncé par les organisations humanitaires et les Etats-Unis qui s'alarment de la situation catastrophique pour une population au bord de la famine. "Les enfants et les bébés meurent déjà de faim et de malnutrition, il y aura un impact humanitaire immense (...) et potentiellement des taux de mortalité à grande échelle", a affirmé à l'AFP dimanche un membre d'une ONG internationale déployée dans cette région de l'ouest du Soudan, qui a requis l'anonymat pour ne pas mettre en danger sa mission. L'ONU et les Etats-Unis ont dénoncé le

blocage de cette aide vitale pour le Darfour, où un quart des 48 millions de Soudanais sont victimes d'une catastrophe humanitaire. La guerre a éclaté le 15 avril dernier entre le chef de l'armée, le général Abdel Fattah al-Burhane, et son ex-adjoint, le général Mohamed Hamdane Daglo, patron des paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR). Elle a fait des milliers de morts et provoqué le déplacement de près de huit millions de personnes, selon l'ONU. Les FSR sont constituées par les anciens miliciens arabes Janjawids, qui menaient il y a une décennie une politique de terre brûlée au Darfour pour l'ex-président

Omar el-Béchir. Les FSR contrôlent quatre des cinq capitales du Darfour, coupé du reste du pays depuis des mois. La majorité de l'aide humanitaire arrive à Port-Soudan, sur la mer Rouge, où est basé le gouvernement loyal à l'armée. L'aide humanitaire de l'ONU passe au Darfour par la frontière tchadienne où "les autorités limitent les opérations", a indiqué récemment Eddie Rowe, le représentant du Programme alimentaire mondial (PAM) au Soudan. Le porte-parole du département d'Etat, Matthew Miller, a exprimé vendredi "la grande inquiétude" de Washington après la "récente décision (de l'armée) d'inter-

dire le passage par la frontière tchadienne de l'aide humanitaire et les informations selon lesquelles (l'armée) empêche l'aide de parvenir aux populations dans les zones contrôlées par les FSR". Les Etats-Unis ont également dénoncé "les pillages de maisons, de marchés et d'entrepôts d'aide humanitaire" par les paramilitaires. Le ministère soudanais des Affaires étrangères a rejeté les "fausses accusations" de Washington, affirmant que la frontière soudano-tchadienne était "le principal point d'entrée pour les armes et les équipements" utilisés pour commettre des "atrocités" contre les Soudanais.

SUPER ET GASOIL

Pourquoi les prix à la pompe au Cameroun dépassent le double de ceux du marché international

Depuis le 3 février 2024, le litre du super carburant et du gasoil coûte respectivement 840 et 828 FCFA au Cameroun, soit plus du double des prix pratiqués sur le marché international. Cette situation suscite au moins deux questions au sein de l’opinion. Où va la différence ? Peut-on parler de subvention de l’État dans ces conditions ? Investir au Cameroun a mené l’enquête et apporte des éléments de réponse.

Le super carburant vendu au Cameroun tout au long du mois de février 2024 a été achetés à 336,99 FCFA le litre, selon la structure des prix des carburants publiée par la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (CSPH). Et le gasoil, à 397,79 FCFA. Il se dégage donc une différence respective de 503,01 et 430,21 FCFA entre le prix à la pompe et les cotations sur le marché international. Cet argent est réparti entre l’État (impôts et taxes) et d’autres entités (principalement les traders, importateurs et marketeurs). Cette répartition varie selon que les produits pétroliers finis ont été livrés via le port de Douala ou celui de Limbe. Lorsque la livraison se fait à partir de Douala, pour chaque litre de super vendu, l’État perçoit 351,16 FCFA, ce qui représente environ 70% de la différence, tandis que les autres entités reçoivent 151,85 FCFA, soit 30%. Pour le gasoil, l’État perçoit 278 FCFA (64,6%), et les autres entités 152,21 FCFA (35,4%). Si la livraison se fait à partir de Limbe, la répartition change légèrement, en raison des coûts supplémentaires du transport maritime (cabotage entre Limbe et Douala) et des frais portuaires, principalement à l’avantage des entreprises privées. Dans ce cas, pour le super, l’État perçoit 337,97 FCFA (67%), et les autres entités 165,04 FCFA (33%). Pour le gasoil, l’État perçoit 273,55 FCFA (63,6%), et les autres entités 156,66 FCFA (36,7%). Il y a aussi eu l’instauration de nouvelles taxes. Il s’agit de la « rémunération Sonara (Société nationale de raffinage) » et de la « modernisation des infrastructures », respectivement de 5 et 22,5 FCFA par litre de super et de gasoil vendus à la pompe. La part captée par l’État a atteint ce niveau, grâce à la hausse des prix intervenue le 3 février 2024. Depuis cette date en effet, les prix du super et du gasoil au Cameroun ont respectivement augmenté de 110 et 108 FCFA. Cette augmentation s’est traduite par une hausse de la « péréquation transport

». Ce prélèvement est passé de 46 à 54,5 FCFA. Selon la CSPH, qui en a la charge, cette hausse de 18,5% est la conséquence d’une étude qui a permis de déterminer le niveau réel de ce poste dans la structure des prix des carburants. Il faut dire qu’en plus d’assurer le transport des carburants du port de Douala vers les dépôts de la Société camerounaise des dépôts pétroliers (SCDP), ce poste permet aussi d’assurer la subvention du gaz domestique. Selon la CSPH, la bouteille de gaz de 12,5 kg, actuellement vendue à 6 500 FCFA, devrait en fait coûter autour de 11 000 FCFA. Il y a aussi eu l’instauration de nouvelles taxes. Il s’agit de la « rémunération Sonara (Société nationale de raffinage) » et de la « modernisation des infrastructures », respectivement de 5 et 22,5 FCFA par litre de super et de gasoil vendus à la pompe. On ignore pour l’instant quel est le service qui est rémunéré. On sait néanmoins que les bacs de stockage de la Sonara sont utilisés pour stocker les carburants qui sont débarqués au port de Limbe. D’ailleurs, la rubrique « rémunération Sonara » est seulement active lorsque les carburants sont livrés à partir du port de Limbe, où est située cette entreprise publique. On ne sait non plus à quoi renvoie la taxe « modernisation des infrastructures ».

Poids de la Sonara sur le prix des carburants

« Lorsque nous travaillions sur la nouvelle structure des prix, nous avons proposé une ligne “reconstruction de la Sonara”, en prévoyant que les recettes issues de ce prélèvement, qui doivent servir à la reconstruction d’une nouvelle raffinerie, seront sécurisées dans un compte séquestre à la Beac (banque centrale, NDLR). Mais, la structure définitive contient plutôt les lignes “rémunération Sonara” et “modernisation des infrastructures”. Donc, nous attendons aussi des clarifications », indique un acteur du secteur.

Il faut dire qu’il existe déjà une taxe « soutien à la raffinerie » dans la structure des prix des carburants. D’une valeur de 47,88 FCFA par litre de produits pétroliers blancs vendus, elle a été instituée pour rembourser la dette de la Sonara due aux banques locales et aux traders. Si tous les deux nouveaux prélèvements sont destinés à la Sonara, le poids de cette entreprise publique sur les prix des carburants à la pompe variera de 70,38 à 75,38 FCFA, selon que les produits sont débarqués au port de Douala ou de Limbe. Et ceci, sans prendre en compte son statut d’importateur de produits pétroliers finis (une instruction présidentielle a demandé en fin dernière d’année dernière de « libéraliser » les importations de carburants). Une charge dénoncée par le député de l’opposition Cabral Libii. Cet élu affirme que « des mesures fiscales figurent déjà dans les lois de finances depuis 2020, pour le règlement du passif de la Sonara ». Il faut néanmoins préciser, à ce sujet, que la Sonara comptait également, au moment de l’incendie de la raffinerie le 31 mai 2019, une importante dette fiscale, en plus de sa dette financière et fournisseurs.

Fin des subventions sur le super et le gasoil

En plus, dans la structure des prix du mois de février 2024, la rubrique « soutien/remboursement État », qui indique la différence entre le prix à la pompe et le prix de revient, est aujourd’hui positive. En d’autres termes, il n’y aura pas de subvention sur le super et le gasoil pour ce mois. L’État engrange plutôt des recettes supplémentaires de 45,75 et 14,08 FCFA respectivement sur chaque litre de super et de gasoil vendus à la pompe lorsque les produits sont débarqués à Douala. Pour les livraisons faites à partir de Limbe, cette plus-value baisse à 22,93 FCFA pour le litre de super et devient un manque à gagner (subvention) de 13,65 FCFA pour le litre de gasoil.

CÉDÉAO

Levée des sanctions financières et économiques contre la Guinée

La Communauté des Etats de l’Afrique de l’Ouest (Cédéao) a annoncé dimanche lever les sanctions financières et économiques contre la Guinée, imposées après le changement anticonstitutionnel de gouvernement dans ce pays. Dans un communiqué publié dimanche, la Cédéao a déclaré « lever les sanctions financières et économiques

à l’encontre de la République de Guinée ». Elle a décidé aussi de « lever les restrictions sur le recrutement des citoyens de la République du Mali pour des postes au sein des institutions de la Cédéao ». En Guinée, la Cédéao avait interdit les transactions financières avec ses institutions membres un an après l’arrivée au pouvoir du colonel Mamadi Doumbouya, en septembre

2021. Cette annonce intervient au lendemain de la décision de la Cédéao de lever une partie des sanctions contre le Niger, à l’issue d’un sommet extraordinaire à Abuja. Ainsi, les frontières et l’espace aérien nigérien seront rouverts, les transactions financières entre les pays de la Cédéao et le Niger de nouveau autorisées, et les avoirs de l’Etat nigérien dégelés, « pour des

raisons humanitaires », selon le président de la Commission de l’organisation régionale, Omar Aliou Touray. La Cédéao avait convoqué samedi un nouveau sommet extraordinaire afin de discuter de « la politique, la paix et la sécurité dans la République du Niger », a-t-elle annoncé la veille dans un communiqué, ainsi que « les récents développements dans la région ».

TOGO

Les Etats-Unis et l’Allemagne ont lancé le Mécanisme de Stabilité des Etats Côtiers, en appui au PURS

Avec le MSEC, les Etats-Unis et l’Allemagne se positionnent ainsi comme partenaires du PURS togolais, aux côtés d’acteurs comme la Banque mondiale et la BOAD. Les États-Unis et l’Allemagne ont lancé au Togo le Mécanisme de Stabilité des Etats Côtiers pour la prévention des conflits. Ce programme vise notamment à « renforcer la présence de l’Etat et la résilience des communautés

dans les zones reculées » des pays où il est implanté, pour y lutter contre l’insécurité dans un contexte l’absence de l’Etat peut favoriser l’émergence du crime. Au cours de la cérémonie, organisée conjointement au Programme d’urgence pour la région des Savanes le 22 février 2024, le MSEC s’est engagé à apporter un soutien concret au PURS dans la mise en œuvre de ses initiatives, rapprochant ainsi ces organisa-

tions des communautés et renforçant leurs efforts de lutte contre l’instabilité du Sahel à la côte ouest-africaine. Les ambassadeurs des USA et de l’Allemagne au Togo ont exprimé leur enthousiasme quant à cette collaboration. « Il est crucial pour nous de soutenir la coordination opérationnelle du PURS afin de permettre une réponse rapide et plus efficace aux défis de la région des Savanes » a déclaré le représentant al-

lemand, Claudius Fischbach. « L’engagement du gouvernement américain dans la prévention des conflits violents avant leur éclatement est ferme. Nous croyons fermement qu’en partenariat avec les gouvernements, les organisations et les communautés, nous pouvons favoriser des conditions de stabilité régionale à long terme » a renchéri Elizabeth Fitzsimmons, la représentante américaine.

ETHIOPIE

Zemen Bank obtient une garantie de 30 millions \$ de la SFI pour ses opérations de financement du commerce

La banque éthiopienne négocie ce financement depuis le début du mois de décembre 2023. Au cours de cette année, elle a accordé 25,19 % du total de ses prêts aux sociétés de commerce intérieur à hauteur de 180,6 millions de dollars. La banque commerciale éthiopienne, Zemen Bank, a conclu le jeudi 22 février 2024, un accord de garantie de 30 millions \$ avec la Société financière internationale (SFI) au titre du mécanisme de financement du commerce. Cette garantie couvrira partiellement la banque en cas de risque de crédit émanant de ses opérations de financements du commerce. Elle sera complétée par des services de conseil visant à renforcer ses activités en matière de gestion de crédit et gestion des risques sur des prêts aux petites et moyennes entreprises (PME). « Le programme augmentera considérablement le financement du commerce pour de nombreuses entreprises d’import-export, en particulier pendant les périodes de volatilité économique mondiale », a déclaré Ato Dereje, PDG de Zemen Bank. Aucours de l’année 2023, les sociétés de commerce intérieur ont été les mieux financées par Zemen Bank. Elle a en effet, accordé 25,19 % du total de ses prêts (10,27 milliards de birr, soit 180,6 millions de dollars) à ce secteur d’activité. Les sociétés d’export ont capté 16,33 % de cette ressource. Les discussions avec la SFI, dans le cadre de ce mécanisme de financement de commerce, ont démarrées au début du mois de décembre 2023. Créée en 2008, la banque commerciale éthiopienne a clôturé son année 2023 avec un bénéfice en hausse de 28,4 % en glissement annuel. L’encours de ses prêts et crédits a également progressé au cours de la période.

CAC 40

Une pause après huit séances consécutives de hausse

La Bourse de Paris devrait marquer une pause lundi, les investisseurs semblant hésiter à poursuivre leurs achats après huit séances consécutives de hausse, d'autant que le marché se prépare à une semaine moins animée que les précédentes.

Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison mars - recule de 13 points à 7973 points, laissant entrevoir une petite consolidation à l'ouverture. En s'arrogant un peu plus de 2,5% la semaine passée, le CAC a signé de nouveaux plus hauts absolus en inscrivant un pic à 7976,4 points, non loin du seuil des 7800 points jamais atteint depuis la création de l'indice. Depuis le début de l'année, le marché parisien affiche déjà une progression de 5,6%, un mouvement tellement fort que certains investisseurs pourraient bien être tentés de commencer à prendre quelques bénéfices. A Wall Street, les grands indices américains ont également établi de nouveaux records, qui s'expliquent en grande partie par les bonnes performances des poids lourds technologiques, Nvidia au premier rang. 'Ce n'est pas parce que les marchés évoluent à des plus hauts historiques qu'il faut nécessairement s'attendre à ce que les investisseurs commencent à fatiguer', tempère Craig Fehr, stratège chez

Edward Jones. 'Il apparaît quand même raisonnable de penser que les marchés vont reprendre leur souffle à court terme, compte tenu de la rapidité et de l'ampleur du récent rally haussier', prévient-il. Une certaine prudence pourrait notamment s'imposer à l'approche de la publication de chiffres de l'inflation américaine, qui pourraient influencer les prochaines décisions de politique monétaire de la Réserve fédérale. Jeudi seront publiés les chiffres mensuels de l'indice PCE des prix à la consommation aux Etats-Unis, l'une des statistiques les plus regardées par la Fed, attendu en hausse de 0,4% en variation mensuelle au mois de janvier. 'C'est encore un peu élevé pour espérer renouer avec la cible d'inflation à 2%', Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. 'Dans l'idéal, il faudrait un indice PCE core autour de 0,2% par mois pendant plusieurs mois pour que la Fed se sente suffisamment à l'aise avec la dynamique d'inflation pour baisser les taux directeurs', ajoute-t-il.

Le PIB américain du quatrième trimestre sera également suivi mercredi après une première estimation qui l'avait évolué en hausse de 3,3% en rythme annuel, un chiffre qui avait surpassé la plupart des prévisions du marché. Si la saison des résultats touche désormais à sa fin, plusieurs publications seront surveillées dans les jours qui viennent, dont celles de Salesforce et

Dell aux Etats-Unis, et d'AB InBev, Heileon, Holcim, Puma et UMG en Europe. L'inflation constituera également un thème clé en Europe, avec les chiffres préliminaires pour le mois de février des prix à la consommation en Allemagne et France, attendus jeudi, puis ceux dans la zone euro, prévus vendredi.

L'Europe recule à l'ouverture, la prudence domine

Les Bourses européennes reculent dans les premiers échanges lundi avant une semaine riche en indicateurs. À Paris, le CAC 40 cède 0,19% à 7.951,28 points vers 08h20 GMT contre une baisse de 0,14% pour le FTSE 100, à Londres. À Francfort, le Dax est pratiquement stable (-0,02%). L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 recule de 0,14%, l'EuroStoxx 50 de 0,12% et le Stoxx 600 de 0,15%. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street en déclin,

le Dow Jones reculant de 0,11%, contre 0,17% pour le Standard & Poor's 500 et 0,23% pour le Nasdaq. Plusieurs indicateurs sont attendus en zone euro cette semaine, dont l'inflation pour février, vendredi. Les indicateurs PMI manufacturiers définitifs sont également attendus vendredi, tandis qu'un ensemble de données sur la confiance des acteurs dans la zone euro sera publié mercredi. Les risques sont orientés à la hausse sur l'inflation, remarquent les stratégestes d'ING qui relèvent que la France va remettre en place des taxes sur l'énergie qui

avaient été levées pour limiter les hausses de prix. La présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, devrait donc faire preuve de prudence lundi à l'occasion de la présentation du rapport annuel de la BCE à 16h00 GMT devant le Parlement européen à Strasbourg. Aux valeurs, Tele2 bondit de 8,39%, en tête du Stoxx 600, après qu'Iliad et Xavier Niel ont annoncé acquérir une participation de 19,8% dans l'opérateur de télécommunications suédois pour 13 milliards de couronnes (1,16 milliard d'euros).

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 26 Février 2024				
Valeur : 28 Février 2024				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.4731	134.4881
1	EUR	EURO	145.5806	145.6103
1	GBP	POUND STERLING	170.3701	170.4539
100	JPY	JAPANESE YEN	89.3509	89.3668
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6812	18.6836
1	CHF	SWISS FRANC	152.6715	152.7233
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	99.4329	99.4587
1	DKK	DANISH KRONE	19.5339	19.5372
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.0465	13.0504
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7469	12.7514
1	AED	UAE DIRHAM	36.6112	36.6173
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8528	35.8625
1	KWD	KUWAITI DINAR	436.7428	437.3597
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.8790	43.3099
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.3881	13.3896
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.7499	27.8923
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5406	3.5410
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.4793	178.4793

APRÈS LA SOLIDE PERFORMANCE DE NVIDIA

Record pour le S&P 500 et le Dow Jones

Les indices américains ont clôturé en ordre dispersé au lendemain des robustes résultats annuels de Nvidia. Avec un titre qui s'est envolé hier suite à ses bonnes performances, le fabricant de semi-conducteurs a atteint vendredi les 2000 milliards de dollars de capitalisation. En outre, Booking s'est replié occupant l'avant dernière place du S&P 500 suite à des perspectives décevantes s'agissant des nuits réservées. Le Dow Jones et le S&P 500 ont terminé sur des records ce vendredi gagnant respectivement 0,16% à 39131,53 points et 0,03% à 5088,80 points. Booking a perdu de 10,15% à 3505,96 dollars à Wall Street malgré des résultats supérieurs aux attentes pour le quatrième trimestre: le groupe de réservation d'hôtels

chute à l'avant dernière place du S&P 500. En cause, le nombre de nuits réservées, qui ne devraient croître que de 4 à 6% au 1er trimestre de cette année selon les prévisions dévoilées par la direction lors d'une conférence téléphonique avec les investisseurs. Jefferies reste cependant à l'achat, soulignant la fiabilité de la société et ses prévisions souvent prudentes.

Les chiffres macroéconomiques
Booking est attendu en baisse de plus de 8% en pré-marché à Wall Street malgré des résultats supérieurs aux attentes pour le quatrième trimestre. Le bénéfice par action ajusté ressort à 32 dollars, en hausse de 29% sur un an, contre un consensus de 29,86 dollars. Le chiffre d'affaires a pro-

gressé de 18% à 4,8 milliards de dollars, contre un consensus de 4,71 milliards. Qui plus est le groupe annonce l'introduction d'un dividende trimestriel à 8,75 dollars. Selon Jefferies, ce sont les perspectives 2024 qui déçoivent, avec une croissance des réservations attendue entre 4 et 6%.

General Motors
Cruise, l'unité de voitures autonomes de General Motors se prépare à reprendre les tests de ses "robotaxis" dans les semaines à venir, probablement à Houston et Dallas, selon Bloomberg. Cruise a suspendu ses activités aux États-Unis en octobre 2023 après un incident à San Francisco : l'un de ses robotaxis a entraîné un piéton renversé par une autre voiture. "Nous

n'avons pas fixé de calendrier pour le déploiement", a déclaré Cruise à Reuters. "Notre objectif est de relancer nos activités dans une ville avec des véhicules conduits manuellement et des tests supervisés dès que possible".

Intuit
Intuit a présenté des résultats meilleurs que prévu et des perspectives décevantes. Au deuxième trimestre, clos fin janvier, l'éditeur de logiciels de conseil fiscal a enregistré un profit net de 353 millions de dollars, soit 1,25 cents par action, à comparer avec un profit de 168 millions de dollars représentant 60 cents par action un an plus tôt. Hors éléments exceptionnels, il a dégagé un bénéfice par action de 2,63 dollars, à comparer au

consensus de 2,30 dollars. Le chiffre d'affaires d'Intuit a, lui, augmenté de 11% à 3,40 milliards de dollars, en ligne avec les attentes.

Live Nation
Live Nation, la société mère de Ticketmaster, a déclaré une perte trimestrielle ajustée de 1,25 dollar par action pour le trimestre clos en décembre, les analystes prévoyant une perte de 1,04 dollar par action. Au titre du quatrième trimestre, le chiffre d'affaires, en amélioration de 36%, s'élève à 5,84 milliards de dollars, à comparer avec un consensus de 4,79 milliards de dollars. Les ventes de billets s'élèvent à 169,4 millions d'euros contre 155,4 millions d'euros lors du trimestre précédent.

ENTRE CHINE ET ETATS-UNIS

Tensions économiques et commerciales à tous les étages

Balance commerciale, rattrapage technologique, utilisation politique des taux de change ou encore dette américaine détenue en Chine, les récriminations de Washington envers Pékin sont nombreuses et sont l'un des rares sujets sur lesquels républicains et démocrates s'accordent.

Les républicains, notamment, estiment le plus souvent que la Chine détient trop de dette américaine. Cela pourrait en effet lui donner un moyen de pression sur Washington, si elle menaçait de revendre ses bonds, faisant alors chuter la valeur de l'ensemble. La dette américaine dépasse 34.000 milliards de dollars mais seuls 8.000 milliards sont détenus à l'étranger. La Chine est aujourd'hui l'un des principaux pays détenteurs de cette dette mais elle a régulièrement réduit sa position en 2023, avant de remonter légèrement en fin d'année.

Dette américaine

Désormais, la Chine détient 816 milliards de dollars de dette américaine, selon le département du Trésor, un peu plus de 1.000 milliards en y ajoutant Hong Kong. C'est le deuxième plus gros détenteur étranger, derrière le Japon (1.138 milliards) et juste devant le Royaume-Uni (753 milliards).

Course technologique

Le président américain Joe Biden a mis la pression avec un objectif clair: «assurer la sécurité nationale» des Etats-Unis. Semi-conducteurs, intelligence artificielle (IA), véhicules électriques: Washington veut conserver une longueur d'avance sur Pékin ou rattraper son retard. Et empêcher l'armée chinoise de disposer des dernières technologies. Durant le mandat de Donald Trump, la principale cible a été le groupe de

télécoms Huawei, numéro un mondial du secteur, que les Etats-Unis ont voulu tenir hors de leurs réseaux 5G et de ceux de leurs alliés. Avec Joe Biden, les restrictions se sont multipliées. «L'objectif est toujours de limiter l'accès de l'armée chinoise aux semi-conducteurs les plus avancés qui pourraient alimenter des avancées sur l'IA et des ordinateurs sophistiqués», a ainsi rappelé mi-octobre la secrétaire américaine au Commerce, Gina Raimondo. Reste un point important: les matériaux stratégiques, nécessaires pour ces nouvelles technologies et sur lesquels Pékin a pour l'instant largement la main. Là encore, l'objectif de Washington est de contourner et isoler la Chine.

Balance commerciale

Si la Chine n'est plus le premier partenaire commercial des Etats-Unis, dépassée désormais par le Mexique, il s'agit du pays avec lequel la balance commerciale reste le plus déséquilibrée, malgré les nombreux efforts pour y remédier. Donald Trump avait multiplié les droits de douanes sur les produits chinois, afin de faire pression sur Pékin et rééquilibrer les échanges. L'accord commercial signé en janvier 2020 entre les deux pays a permis quelques évolutions à la marge mais la tendance est restée la même. Les droits de douane sont restés en place sous Joe Biden, doublés d'une politique de «découplage» devenue finalement «abaissement du risque», afin de moins dépendre de la Chine pour les chaînes d'approvisionnement jugées critiques.

L'effet semble commencer à se faire sentir, le commerce en provenance de la Chine progresse moins vite que depuis le reste du monde. Mais dans les faits, une partie des produits chinois font désormais simplement une étape supplémentaire, via le Mexique ou le Vietnam, nouvelles places fortes du commerce vers les Etats-Unis.

Guerre monétaire?

La question des taux de change et d'une utilisation de la monnaie à des fins politiques et commerciales est un sujet récurrent. Pendant de nombreuses années, Washington a accusé Pékin de maintenir sa monnaie nationale, le yuan, à un taux volontairement plus faible face au dollar afin de favoriser ses exportations. Début novembre, le département du Trésor a regretté le «manque de transparence» de la Chine dans sa politique de taux de change. Mais l'inquiétude porte désormais sur l'internationalisation du yuan. Dans les faits, la monnaie chinoise reste encore peu présente dans les échanges commerciaux: moins de 3,5% des paiements via le système bancaire international SWIFT étaient réalisés en yuan fin 2023, contre près de 19% en euro et plus de 50% en dollar. Mais la Chine souhaite voir le yuan s'imposer, en particulier dans ses échanges commerciaux, de manière notamment à éviter des sanctions américaines éventuelles, Pékin estimant que Washington utilise le dollar comme une arme. Le yuan a servi dans des échanges avec le Brésil, la Russie ou l'Argentine.

AU SALON DU MOBILE DE BARCELONE
L'industrie des télécoms en quête d'un nouveau souffle

Le Mobile World Congress, la grand-messe de l'écosystème du mobile et des télécoms, s'est ouvert lundi dans la cité catalane. Cette édition fait la place belle à l'intelligence artificielle, dont les applications s'installent dans les smartphones comme dans les réseaux. L'industrie mise sur elle pour se relancer, alors que les ventes de terminaux ralentissent, et que beaucoup d'opérateurs européens, en difficulté, lèvent le pied sur leurs investissements dans la 5G. Rendez-vous incontournable de l'écosystème des télécoms, le Mobile World Congress s'ouvre ce lundi à Barcelone. Cette année encore, des dizaines de milliers de visiteurs sont attendus pour cet événement qui rassemble le gratin du secteur, des fabricants de smartphones aux équipementiers et opérateurs du monde entier. Cette année, plus de 2.400 exposants sont présents, et 1.100 intervenants vont débattre sur les différentes scènes. Au total, quelque 93.000 visiteurs sont attendus, contre un peu plus de 88.000 en 2023. Mais l'on reste, toutefois, très loin des près de 110.000 visiteurs qui se rendaient à ce salon avant l'épidémie de Covid-19.

ENQUÊTE SUR LES LIAISONS MARITIMES

La Corse s'engage à fournir «des précisions» à l'UE

La Collectivité de Corse s'est engagée à fournir «toutes les précisions utiles» à la Commission européenne qui a ouvert vendredi une «enquête approfondie» sur les aides d'État de la France à deux sociétés de ferries desservant l'île, au titre du service public maritime subventionné. Dans un communiqué publié dimanche, la Collectivité de Corse dit vouloir continuer «de travailler avec les services de l'État pour apporter les éléments de réponse requis et obtenir une décision d'approbation dans les meilleurs délais.»

En 2022, l'Assemblée de Corse avait voté l'attribution d'une délégation de service public maritime, de 2023 à fin 2029, aux compagnies Corsica Linea et à La Mériidionale pour le «transport maritime de passagers et de marchandises». Ces deux entreprises se partagent donc depuis janvier 2023, individuellement ou en coordination, les cinq liaisons entre l'île méditerranéenne (ports d'Ajaccio, Bastia, Propriano, L'île-Rousse et Porto-Vecchio) et Marseille. La France a notifié à Bruxelles «une compensation (totale) de 853,6 millions d'euros pour la fourniture de

ces services», a rappelé la Commission vendredi. Pour l'institution, «la décision de procéder à une enquête approfondie fait suite à de nouvelles plaintes déposées par la société Corsica Ferries auprès de la Commission européenne au printemps 2023.» Un contentieux oppose depuis des années cette compagnie maritime aux navires jaunes et au pavillon italien, leader pour le transport des passagers entre la Corse et le continent, à la Collectivité de Corse. L'enquête de la Commission européenne doit «évaluer si les compen-

sations de service public accordées à Corsica Linea et La Mériidionale pour la desserte de la Corse entre 2023 et 2030 sont conformes aux règles de l'Union européenne en matière d'aides d'État», a précisé l'exécutif européen. Bruxelles veut notamment vérifier «si l'inclusion du transport de marchandises remorquées et des chauffeurs routiers dans les contrats est justifiée par un besoin de service public, compte tenu de l'existence déjà sur le marché d'une offre commerciale» depuis le port voisin de Toulon, en l'occurrence celle de la compagnie Corsica

Ferries. De même, l'exécutif européen se demande si le volume du trafic de marchandises prévu dans les contrats «ne dépasse pas le besoin de service public identifié par les autorités». Selon les règles de l'UE sur les aides d'État en matière de compensation de service public, les entreprises peuvent être indemnisées pour le coût supplémentaire lié à la fourniture d'un service public, mais sous réserve de certains critères strictement encadrés, afin de garantir qu'elles ne reçoivent pas de «sur-compensation».

FRANCE

Après Macron, Attal en visite surprise au Salon de l'agriculture

Le Premier ministre Gabriel Attal a effectué dimanche une visite surprise du Salon de l'agriculture fermé au public, au lendemain de celle, chahutée, du président de la République Emmanuel Macron. Gabriel Attal est venu "à l'invitation de l'organisation du salon de l'agriculture pour célébrer les 60 ans du salon", a-t-il dit lors d'un discours prononcé alors que le Salon avait déjà fermé ses portes mais devant des exposants et responsables de filières.

"Ce salon doit rester ce qu'il a toujours été, une fête nationale, joyeuse et serene", a déclaré Gabriel Attal, alors que la veille, le président Emmanuel Macron a été accueilli par les sifflets et les huées des agriculteurs venus manifester leur colère. Il est revenu sur les mesures annoncées la veille par le président français, notamment sur la priorité donnée à la production et à la protection contre la concurrence déloyale, tout en rappelant que "l'exception agricole ne doit pas

être une fermeture". Succédant à Jordan Bardella, le président du Rassemblement national (RN), au parc des expositions de la porte de Versailles, Gabriel Attal a souligné que le Salon de l'agriculture "n'est ni un cirque médiatique, ni un cirque politique, ni un cirque militant". Alors que la visite d'Emmanuel Macron a été marquée par des heurts entre agriculteurs et les nombreux CRS déployés dans le hall 1 du Salon, Jordan Bardella a pu déambuler dimanche

dans les allées du Salon, sans cordon policier. "Emmanuel Macron exprime en toute circonstance son mépris à l'égard du peuple français, à l'égard de ceux qui ont voté RN, à l'égard des agriculteurs qui n'arrivent plus à vivre de leur travail", a notamment déclaré Jordan Bardella. Le président du RN doit de nouveau visiter le Salon de l'agriculture lundi alors que Gabriel Attal reviendra dans la semaine, en présence du public cette fois.

La Volkswagen Scirocco de retour comme petite sœur de la Cupra DarkRebel?



La Volkswagen Scirocco se prépare à effectuer son comeback sous la forme d'une voiture de sport électrique partageant sa base technique avec la Cupra DarkRebel.

Afin de faciliter la transition électrique, il n'existe pas meilleure manière que de faire appel à des noms ayant marqué l'histoire d'une marque. Lancia agit de la sorte avec la Delta et la Gamma, Opel aussi avec le Frontera et la Manta, et Renault avec la R4 et la R5. Volkswagen envisage aussi de ressusciter un nom du passé puisque la Scirocco devrait effectuer un comeback. La première génération de la VW Scirocco remonte à 1974, la seconde ayant suivi en 1982. Ces coupés sportifs reposant sur la base technique de la Golf disposaient d'une carrosserie imaginée par Giorgetto Giugiaro. En 2008, le modèle faisait son retour. Cette troisième génération était aussi étroitement dérivée de la Volkswagen Golf. Aujourd'hui, le mystère demeure sur les projets précis de Wolfsburg avec la nouvelle VW Scirocco. Cependant, s'il faut en croire les échos en provenance de l'autre côté de la Manche, cette nouvelle - Volkswagen Scirocco serait un coupé sportif électrique très proche de la Cupra DarkRebel. Il est même question d'une nouvelle Audi TT sur cette même base électrique. Ces voitures de sport électriques pourraient partager leur plateforme avec la nouvelle Porsche Cayman actuellement en phase de développement.

SALON DE GENÈVE 2024

C'est le grand jour pour la Renault 5 électrique !

Renault lève le voile sur son stand du Salon de Genève 2024. L'attraction principale est évidemment la R5 électrique, mais une partie de l'exposition de 2 900 m² sera aussi consacrée à d'autres modèles de la marque ainsi qu'à des mobilités douces étonnantes.

À la veille de l'ouverture du 91^e Salon de Genève, qui se tiendra du 26 février au 3 mars prochain, Renault se prépare pour une grande première. Il s'agit du seul constructeur français à faire le déplacement près du Léman et pour cette occasion, le Losange ne vient pas les mains vides. Après trois ans d'attente, c'est en effet à cette occasion que le constructeur tricolore va enfin présenter au grand public la version de série de la R5 E-Tech. La présentation officielle de la citadine électrique est prévue pour le 26 février à 9h30, et sera même accessible en streaming. On imagine assez bien l'importance de ce modèle pour Renault, qui en a fait depuis 2021 le symbole de son électrification voulue accessible tout en jouant sur la corde sensible du rétro-design.

Si les contours du modèle de série seront évidemment très proche du concept-car de 2021, il reste à découvrir l'intérieur de cette citadine particulièrement attendue sur le marché français. On doit aussi en apprendre plus sur les caractéristiques techniques et notamment obtenir la confirmation sur la capacité précise des batteries ou encore les puissances moteurs. En revanche, n'attendez pas les prix de cette nouvelle R5, ils ne seront pas dévoilés tout de suite.

La gamme Renault E-Tech à l'affiche

Sur le stand de presque 3 000 m², plusieurs exemplaires de la future Re-



nault 5 électrique seront exposés, dans plusieurs coloris différents. On peut apercevoir une R5 verte et une R5 violette aux côtés de l'incontournable jaune. En plus de la star survoltée, Renault en profitera pour exposer le nouveau Rafale hybride et l'Espace hybride, ainsi que le Scénic E-Tech et la Mégane E-Tech. Diverses démonstrations pour les visiteurs auront lieu. La première est centrée sur l'avatar Reno, l'assistant vocal qu'embarquera la R5 et les prochains modèles du constructeur au Losange. Les deux autres animations seront plus techniques, et présenteront les spécificités de la nouvelle plateforme AmpR

Small sur laquelle repose la citadine, et de son groupe motopropulseur.

Des engins en tout genre présents également

Comme à son habitude, Renault mettra en place sa boutique The Originals proposant de nombreux produits dérivés, à commencer par un baby-foot Bonzini (4 200 €), une planche de surf Shapers Club (3 000 €) ou encore une trottinette électrique en collaboration avec la marque Plume. Enfin, le constructeur tricolore fera la part belle à des engins électriques à l'effigie de la R5, tous plus étonnants les uns que les autres.

Chez Volkswagen, il n'y aura pas une, mais trois concurrentes à la Renault 5

Le groupe Volkswagen prépare activement le lancement de ses nouvelles citadines électriques. Et la première arrivée ne sera justement pas une Volkswagen. Certains affirment déjà que Volkswagen est en retard sur son programme de véhicules électriques accessibles. Mais le groupe allemand n'a pas tardé à réagir : "contrairement à ce que disent les médias, il n'y a pas de report de la version de série du show-car ID. 2all", affirme le directeur du développement chez Volkswagen à Automobility. Le planning prévoyait pourtant bien une ID.2 pour 2025, mais en réalité, il s'agit plutôt du lancement et de la présentation officielle. "La version de série du show-car ID. 2all sera présentée comme prévu fin 2025 et sera commercialisée en 2026 à des prix commençant à moins de 25 000 euros. Les versions de série du SUV ID. 2all et de l'ID GTI

Concept seront également présentés en 2026", rajoute l'intéressé.

La R5 aura de la concurrence... plus tard

La voiture électrique ne pourra réellement percer au-delà des "early adopters" sans modèles plus accessibles. Ils arriveront dès cette année avec la Citroën e-C3 et la R5 en fin d'année en concession. La France aura d'ailleurs le champ libre pendant près d'un an puisque les premières rivales réellement compétitives (hors Fiat 500 et Mini Cooper E/SE, donc) seront issues du groupe Volkswagen. Mais l'ID.2 ne sera pas seule. Le géant allemand prévoit déjà deux déclinaisons de cette plateforme MEB "Entry". Une déclinaison moins chère de l'actuelle MEB utilisée par l'ensemble des modèles de la gamme ID, de la Cupra Born ou encore de l'Audi



Q4 e-tron. Mais cette base technique ne durera que peu de temps. Le groupe Volkswagen souhaite rapidement standardiser tous ses modèles électriques et éviter la multiplication des plateformes qui complexifierait trop la production. Ce sera justement le rôle de la future

plateforme SSP qui sera utilisée par toutes les marques du groupe. Et l'un des tous premiers modèles conçus sur SSP sera... la future Golf 9 électrique. En attendant, VW Group travaille sur les citadines électriques. Et l'ID.2 ne sera

étonnamment pas la première à voir le jour ! La cousine espagnole chez Cupra aura cet honneur. Skoda aura également droit à une petite voiture électrique, plus spacieuse que la Citigo à batterie, équivalente en taille à une Fabia.

ESPAGNE

Microsoft va investir 2 Md€ en IA et cybersécurité

L'offensive de charme européenne de Microsoft se poursuit, avec maintenant une collaboration avec le gouvernement espagnol. Objectif : mettre en oeuvre une IA qualifiée de responsable et sécuriser les infrastructures des administrations espagnoles.



Microsoft prévoit de quadrupler ses investissements dans l'IA et le cloud en Espagne, en y dépensant 1,95 Md€ au cours des deux prochaines années. Ceci fait suite à l'engagement du CEO de Microsoft Satya Nadella à promouvoir l'innovation numérique et l'utilisation responsable de l'IA. Brad Smith, président de Microsoft, a rencontré Pedro Sánchez, président du gouvernement espagnol, pour présenter ce qui est le plus grand investissement de l'entreprise en Espagne en près de quatre décennies de présence dans le pays. Brad Smith fait le tour des nations européennes pour parler des investissements de Microsoft sur le continent. La semaine dernière, il a annoncé un plan d'investissement de 3,2 Md€ en Allemagne dans l'IA et l'infrastructure des datacenters sur deux ans.

La firme de Redmond ouvrira bientôt une région cloud près de Madrid, et a annoncé son intention de construire un campus de

datacenters en Aragon qui servira aux entreprises et aux entités publiques européennes. Ces deux infrastructures doivent permettre aux services cloud de Microsoft de garantir la sécurité, la confidentialité et la souveraineté - toute relative - des données, et de mettre à la disposition des entreprises et des administrations publiques toute la gamme de solutions d'intelligence artificielle de l'éditeur. Selon une analyse d'IDC, les datacenters de Microsoft en Espagne pourraient ajouter jusqu'à 8,4 Md€ au PIB du pays et contribuer à la création de 69 000 emplois indirects sur la période 2026-2030.

Une alliance stratégique

Cet engagement d'investissement s'inscrit dans le cadre de la collaboration annoncée par Pedro Sánchez et Brad Smith. Les deux parties travailleront ensemble à l'application d'une IA responsable pour améliorer les services aux citoyens, à la promotion de l'innovation basée sur l'IA

et au renforcement de la cybersécurité nationale et de la cyber-résilience des entreprises, des organismes publics et des infrastructures critiques espagnols. L'alliance stratégique a été définie dans le cadre de la stratégie nationale de l'Espagne en matière d'IA et de cybersécurité, et repose sur quatre axes fondamentaux : étendre l'utilisation de l'IA dans l'administration, promouvoir l'IA responsable, renforcer la cybersécurité nationale et enfin améliorer la cyber-résilience des entreprises. Avec l'objectif de partager les meilleures pratiques dans le but de moderniser les processus administratifs et de fournir aux fonctionnaires les outils d'IA nécessaires pour accroître leur efficacité et leur efficacité. Du côté de l'administration, cela couvrira le déploiement de solutions d'IA générative et les plans de formation des fonctionnaires à l'utilisation de l'IA. Parallèlement, l'éditeur partagera avec l'Agence espagnole de supervision de l'intelligence artificielle (AESIA) ses normes de conception responsable de l'IA, ses guides de mise en œuvre et d'autres documents sur les meilleures pratiques dans ce domaine.

En outre, dans le but de renforcer la cybersécurité nationale et, en particulier, la cyber-résilience des infrastructures critiques, Microsoft et le Centre national de cryptologie du Centre national de renseignement (CNI-CCN) étudieront conjointement l'amélioration des mécanismes d'alerte précoce et de réponse aux incidents de sécurité informatique dans les administrations publiques. Le fournisseur collaborera également avec l'Institut national de cybersécurité (INCIBE) pour apporter un accès à la télémétrie et à des informations globales sur les menaces et les cyberattaques potentielles susceptibles d'affecter les entreprises et les institutions publiques espagnoles. Des actions conjointes de diffusion dans le domaine de la cybersécurité seront également mises en place à l'intention des PME et des citoyens.

REVENTE DES DONNÉES À DES FINS PUBLICITAIRES

La FTC obtient 16,5 M\$ contre Avast

L'éditeur de solutions de sécurité Avast va verser 16,5 M\$ à la commission fédérale du commerce des Etats-Unis qui l'a épinglé pour vente de données de navigation de ses utilisateurs à des fins publicitaires. Epinglé à plusieurs reprises suite à la découverte de revente d'informations collectées de ses utilisateurs (navigation web et historique, ID unique de l'utilisateur...), Avast devrait finalement passer à la caisse. La FTC a ainsi annoncé à l'encontre de l'éditeur de sécurité - racheté par NortonLifeLock en 2021 pour plus de 8 Md\$ - une amende de 16,5 M\$. Selon la commission fédérale américaine du Commerce, l'éditeur « a collecté de manière déloyale les informations de navigation des consommateurs par le biais des extensions de navigateur et des logiciels antivirus de l'entreprise, les a stockées indéfiniment et les a vendues sans préavis adéquat et sans le consentement des consommateurs ».

Mais ce n'est pas tout, car la FTC accuse également Avast d'avoir trompé les utilisateurs en prétendant que le logiciel protégerait la vie privée des consommateurs en bloquant le suivi par des tiers, mais en omettant d'informer correctement les consommateurs qu'il vendrait leurs données de navigation détaillées et réidentifiables. La commission affirme ainsi que l'éditeur a vendu ces données à plus de 100 tiers par l'intermédiaire de sa filiale Jumpshot.

Un accord avec la FTC

Un porte-parole d'Avast a déclaré que la société avait conclu un accord avec la FTC pour résoudre son enquête sur la fourniture passée par Avast de données clients à sa filiale Jumpshot qu'Avast a volontairement fermée en janvier 2020. « Nous sommes engagés dans notre mission de protection et d'autonomisation de la vie numérique des gens », a indiqué le groupe. « Bien que nous soyons en désaccord avec les allégations de la FTC et la caractérisation des faits, nous sommes heureux de résoudre cette affaire et nous nous réjouissons de continuer à servir nos millions de clients à travers le monde ».

BAGUE, LUNETTES, HOMEPOD AVEC ÉCRAN

Quel sera le nouveau produit d'Apple après le Vision Pro ?

Apple ne manque pas d'idées de nouveaux appareils pour diversifier son offre : une bague connectée, des lunettes AR, des AirPods montés de caméras et un HomePod avec écran d'iPad sont à l'étude.

Après des années d'attente, Apple a finalement commercialisé son casque de réalité mixte avec le Vision Pro. La firme californienne pense déjà à plusieurs options de nouveau hardware à lancer sur le marché pour continuer à se diversifier, et semble miser avant tout sur le secteur des wearables.

Une bague pour conquérir un public qui ne craque pas pour l'Apple Watch

Dans sa newsletter Power On, publiée par Bloomberg, le journaliste Mark Gurman indique que deux produits sont particulièrement étudiés par les équipes d'Apple. Le premier est une bague connectée orientée santé et fitness, rappelant le Galaxy Ring de Samsung.

L'idée d'une bague connectée a été présentée aux dirigeants de la section santé d'Apple il y a quelques années déjà, mais la société n'aurait jamais vraiment planché avec sérieux sur la conception d'un tel appareil. Le fait que la concurrence s'active pourrait motiver la marque à la pomme à s'activer.

La bague connectée pourrait devenir une alternative moins coûteuse à l'Apple Watch, offrant un suivi des mesures de

santé, mais s'épargnant des fonctionnalités dont tout le monde n'a pas besoin. Apple pourrait ainsi convaincre les utilisateurs qui ne veulent pas s'encombrer d'une montre au poignet.

Des lunettes ou des AirPods boostés ?

Le second produit que l'on pourrait voir débarquer dans les années à venir sera sans doute des lunettes intelligentes de réalité augmentée. Celles-ci pourraient être équipées de haut-parleurs pour éviter d'avoir à porter des AirPods en plus des lunettes. Meta et Amazon proposent déjà ce type de produit.

Une autre solution envisagée par Apple serait d'améliorer directement les AirPods

avec des caméras et des capteurs, ce qui permettrait de se dispenser de verres et de montures. Une enquête, nom de code B798 en interne, serait en train d'être menée pour étudier la faisabilité d'un tel projet.

Enfin, il est fait mention d'un HomePod embarquant un écran de type iPad, offrant des interactions transparentes avec FaceTime et Apple TV. Cet appareil pourrait pivoter via un bras robotique ou être fixé magnétiquement à un mur.

Si toutes ces options sont explorées par Apple, elles peuvent encore être abandonnées en cours de route et aucune d'elles ne sera en tout cas commercialisée avant plusieurs années.

Mots fléchés

Pleurotte ou morille		Accord en musique		On y célèbre la Nativité		Proto-zoaire		Doigt de pied		Jappement		Astate	
Capitale du Soudan		Variété de pomme		Petit tour		Union cycliste				Animal mesuré		Qui revient chaque année	
								Capitale du Maroc					
								Surface désuète					
Estimation d'une valeur d'une chose													Prénom de la chanteuse Red
Confidente				Tel était Max						Archives de la télé			
				En dehors des limites						Une sainte prude			
Filandière		Jeu chinois			Encres marines	Hérissé de piquants							
		Bras droits				Grosses gaffes							
								Usée					
								Résistance issue de l'armée					
Soldat américain			Il s'ajuste à la mortaise						Champion à l'arbalète				
Vieux pli			Font rougir						Oiseau échassier				
				Partie d'un ensemble								Étalé sur une période de temps	
				Allemagne de l'Est									
Percera									Sorte de butoir				
Jouissent													
			Châtiment				Textuel-lement				Taureau sacré en Egypte ancienne		Évêché normand
			Préfecture du Morbihan				Il a eu son âge						
Noces où Jésus changea l'eau en vin	Dans le vague							Empereurs de Perse					
	Clabau							À repris connaissance					
				Dieu de la mer	Précision d'adresse				Attribut d'un académicien				
					Allez, en latin				Planète				
Signes de ralliement										Flottante en dessert			
Poèmes de 14 vers										Se trouvera			
							Cordes de vachers						
							Mange de l'herbe						
Répété en boucle						Entêté et étroit					Police des polices		Très cultivé
Cérémonie liturgique						Fragments d'obus							
					Erbium								
					Mot de peste			Liquide organique					
Petite vague	Étendues d'eau	Deuxième grande ville algérienne	Réconforter										
			Mille milliards										
				Petit alliage				Grande école commerciale		Lettre de l'alphabet grec		Produit du terroir	
				Cassant									
Dieu de la guerre					Sourd aux prières						Disque compact		
Fils de Dédale											Devant Capone		
									Ne coule plus				
					Base de lancement								
Restaurations rapides							Filet traîné par un bateau de pêche						

Algérie Télécom- ENACT :
Signature d'un protocole d'accord

Algérie Télécom et l'Entreprise Nationale d'Agréage et de Contrôle Technique (ENACT) ont signé hier un protocole d'accord stratégique, indique la société dans un communiqué. L'accord vise à accompagner Algérie Télécom dans les contrôles réglementaires de sécurité, l'expertise, ainsi que les études réglementaires environnementales et énergétiques. Ce protocole assure un fonctionnement optimal des installations électriques existantes et un soutien lors du développement des infrastructures électriques futures. Il garantit également un suivi régulier et des contrôles préventifs et curatifs, renforçant ainsi la sécurité des personnes et du patrimoine d'Algérie Télécom.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 27 février 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



7^e SOMMET
DU GECF À ALGER

Une application
mobile dédiée à
l'évènement

Le 7^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), prévu du 29 au 2 mars à Alger, vient de se doter de sa propre application mobile, permettant aux utilisateurs un accès facile à toutes les informations et données relatives à cet évènement. Téléchargeable à partir du site électronique dédié à l'évènement (algeria7thgecfsummit.dz), par un simple clic ou à travers un code QR, l'application est baptisée "The 7th GECF Summit 2024". Ce nouveau support électronique offre un accès direct aux inscriptions à ce Sommet, ainsi qu'au programme, informations et données y afférents, disponibles en langue arabe et anglaise. Elle permet également de suivre l'actualité de cet évènement, dans les deux langues, ainsi l'accès à la galerie photos qui lui est dédiée. A rappeler que le Sommet du GECF à Alger, qui revêt une importance mondiale, avec la participation de dirigeants, de délégués et de parties prenantes du monde entier, aura lieu au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), le 2 mars prochain. Le Sommet, dont les évènements associés seront entamés à partir du 29 février, sera sanctionné par la Déclaration d'Alger.

AUTORITÉ NATIONALE
INDÉPENDANTE DE
RÉGULATION DE
L'AUDIOVISUEL

Amar Bendjedda
président par
intérim

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Laagab, a installé, lundi à Alger, M. Amar Bendjedda en qualité de président par intérim de l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel, indique un communiqué du ministère. « Sur instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et en application de la loi 23-20 relative à l'activité audiovisuelle, notamment son article 43, le ministre de la Communication, Dr Mohamed Laagab, a procédé, lundi 26 février 2024, à l'installation de M. Amar Bendjedda en qualité de président par intérim de l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel », lit-on dans le communiqué.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA EN VISITE DE TRAVAIL
ET D'INSPECTION EN 6^e RÉGION MILITAIRE

«L'Algérie se tiendra toujours
aux côtés des causes justes»

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), effectue à compter de lundi une visite de travail et d'inspection de deux jours en 6^{ème} Région militaire (RM) à Tamanrasset, pour s'enquérir du degré d'exécution du programme de préparation au combat au titre de l'année 2023-2024 au niveau des unités de l'ANP, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). « Dans le cadre de ses visites sur le terrain aux différentes Régions militaires, pour s'enquérir du degré d'exécution du programme de préparation au combat au titre de l'année 2023-2024 au niveau des unités de l'ANP, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'ANP effectue à compter d'aujourd'hui lundi 26 février 2024, une visite de travail et d'inspection de deux jours en 6^{ème} Région militaire à Tamanrasset », précise la même source. La visite a été entamée à partir du siège du Commandement de la 6^{ème} RM. « Après la cérémonie d'accueil donnée par le Général-Major Mohamed Adjroud, Commandant de la 6^{ème} RM, le Général d'Armée s'est recueilli à la mémoire du défunt Moudjahid Hibaoui Wafi, dont le siège de Commandement de la Région porte le nom », précise le communiqué, ajoutant que « pour la circonstance, il a déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative et récité la Fatiha du Saint Coran à sa mémoire et celle des valeureux Chouhada ». Par la suite, le Général d'Armée a tenu une rencontre avec les cadres de la Région, suivie via visioconférence par l'ensemble des personnels des unités de la 6^{ème} RM où il a adressé une allocution d'orientation à travers laquelle il a affirmé que « l'Algérie fidèle à ses principes, se tiendra toujours aux côtés des causes justes à travers le monde à leurs

têtes les causes palestinienne et sahraouie », note la même source. « De ce point de vue, l'Algérie a de tous temps défendu les causes justes à travers le monde à l'image des causes palestinienne et sahraouie, et continue de se tenir à leurs côtés, dans la mesure où l'occupation ne se résume pas aux pratiques répressives contre les peuples occupés, mais constitue une violation de leur propre entité et identité, un pillage de leurs ressources, voire un déni du droit de leurs citoyens à la vie », a affirmé le Chef d'Etat-Major de l'ANP. « En effet, ce que subissent les peuples frères, aussi bien en Palestine qu'au Sahara occidental, met en évidence les formes les plus odieuses d'abus commis contre les civils, en particulier contre les enfants, les femmes et les personnes âgées, sans aucune considération aux règles internationales les plus fondamentales des droits de l'Homme et du droit international humanitaire », a-t-il souligné. « Et en dépit de la distance géographique entre la Palestine et le Sahara Occidental, il n'en demeure pas moins que la souffrance des deux peuples est similaire à bien des égards, du fait que les forces d'occupation s'évertuent dans les pratiques d'oppression, d'injustice et d'autoritarisme, et cherchent par tous moyens à souiller et à oblitérer l'identité des peuples occupés et à piétiner leur dignité, employant une politique basée sur les arrestations arbitraires, le meurtre, la famine, le nettoyage ethnique, l'apartheid, et l'exploitation illégale de ses ressources, encouragée en cela par des standards à géométrie variable adoptés par les médias internationaux, pour justifier l'occupation par la désinformation, la diffusion d'images erronées spoliant la réalité des faits, faisant de l'agresseur une victime et criminalisent une résistance légitime », a-t-il fait observer.

Le Général d'Armée a également souligné que « l'instauration des fondements d'une communauté internationale forte et solidaire demeure la meilleure solution pour faire face aux violations des droits de l'Homme issues de l'occupation, où qu'elle soit ». « Quelles que soient les différences culturelles et géographiques, l'occupation reste au cœur de l'injustice et des atteintes à la dignité humaine. La poursuite de l'occupation et sa répression de la résistance populaire en la qualifiant de terrorisme, à l'ombre du silence et la passivité de la communauté internationale à l'égard de cet amalgame intentionnel et à la reconnaissance du droit des peuples à l'autodétermination. Je dis bien, la poursuite de l'occupation dans ces pratiques odieuses constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales », a encore soutenu le Général d'Armée. « Il incombe donc, plus que jamais, à tous les hommes libres à travers le monde, de fédérer leurs efforts pour faire face à l'occupation, où qu'elle soit, en veillant à instaurer les fondements d'une communauté internationale solidaire contre ces violations d'un temps révolu, pour un avenir où règnent la justice, la paix, le respect des droits de l'Homme et de la dignité humaine, dans toutes les Nations, sans exception », a-t-il affirmé. A l'issue de cette rencontre, le Général d'Armée « a émis un nombre d'instructions et d'orientations qui s'inscrivent, dans leur ensemble, dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnels et le rehaussement du rendement et de la vigilance, afin de relever tous les défis sécuritaires dans cette Région sensible, avant de suivre les interventions des cadres de la Région qui ont fait part de leurs intérêts et propositions », conclut le communiqué.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 81 dollars lundi à Londres

Les prix du pétrole étaient en légère baisse lundi, les investisseurs se focalisant sur les attentes de taux élevés pour plus longtemps qu'anticipé auparavant aux Etats-Unis, qui pourraient peser sur la demande, malgré les tensions géopolitiques au Moyen-Orient qui soutiennent toujours le brut. Avant midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, perdait 0,48% à 81,23 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, baissait de

0,41% à 76,18 dollars. La baisse des prix du brut a débuté la semaine passée en raison de « la diminution des espoirs de voir la Fed (Réserve fédérale américaine) abaisser ses taux d'intérêt aussi rapidement que le marché l'avait espéré », commentent des analystes. « Alors que l'inflation reste obstinément bien au-dessus de l'objectif de 2% de la Fed, les investisseurs prévoient en effet désormais « un scénario dans lequel les taux d'intérêt resteraient élevés plus longtemps », expliquent-ils. Un environnement de taux élevés a tendance

à peser sur l'activité économique et donc la demande de brut, étroitement liée à la croissance. « Ces perspectives de demande baissière, tant en Chine qu'en Occident, ont plus que compensé les pressions du côté de l'offre » en raison des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, affirment des observateurs du marché énergétique. La force du dollar a également pesé sur le brut. Le pétrole étant échangé en dollars, l'appréciation du billet vert le rend plus cher pour les investisseurs étrangers utilisant d'autres devises, a-t-on ajouté.